

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 298 - FÉVRIER 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 298

- Viandes bovines
 - Jeunes bovins
 - France - Marché enfin assaini !
 - Europe - Offre en baisse
 - Femelles
 - France - Disponibilités limitées, léger mieux pour les prix
 - Europe - Situations contrastées sur le marché européen des réformes
 - Maigre - Des cours élevés faute d'offre
 - Veaux de boucherie - Début d'année difficile
 - Veaux nourrissons - Prolongation des tendances
- Lait de vache
 - Collecte laitière - ralentie dans la plupart des pays de l'UE-28
 - Marché des produits laitiers - Hausse générale des cours
- Viande ovine
 - France - Le cours de l'agneau poursuit son repli
 - UE et monde - Recul des disponibilités dans les principaux pays exportateurs
- Lait de chèvre et viande
 - Lait de chèvre - France - Une fin d'année peu dynamique
 - Prix du lait de chèvre - Evolution marginale en France
- Prévisions bovines 2019 : tassement de la production française

Viandes bovines

Baisse de l'offre, sauf en veau de boucherie

Après un 2nd semestre 2018 difficile, lié à des niveaux de réforme élevés, la situation semble désormais globalement assainie en bovins finis en Europe, à l'exception de l'Irlande. Les stocks de broutards sont désormais stabilisés, à un faible niveau. Seule l'offre en veaux demeure importante.

En France, l'offre en femelles comme en JB est désormais limitée, avec des effets positifs sur les prix. Le manque de broutards profite toujours aux prix. Seuls les marchés des veaux, nourrissons comme de boucherie, peinent face à l'afflux de marchandise.

En Europe, le constat est similaire. Le marché des gros bovins finis est globalement assaini, à l'exception du marché de la réforme en Irlande. La production élevée aux Pays-Bas pèse sur les cours du veau de boucherie. A noter que les prix des bovins finis dévissent en Pologne. Il s'agit probablement des premiers effets du scandale de fraude à la viande polonaise avariée récemment rendu public.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France » **Marché enfin assaini !**

Le coup de frein dans les réformes laitières depuis la mi-novembre a permis d'écouler les stocks de JB qui attendaient en ferme. La situation semble à présent assainie. La réduction de l'offre en Italie permet en outre de

soutenir les prix.

Moins de sorties en JB viande

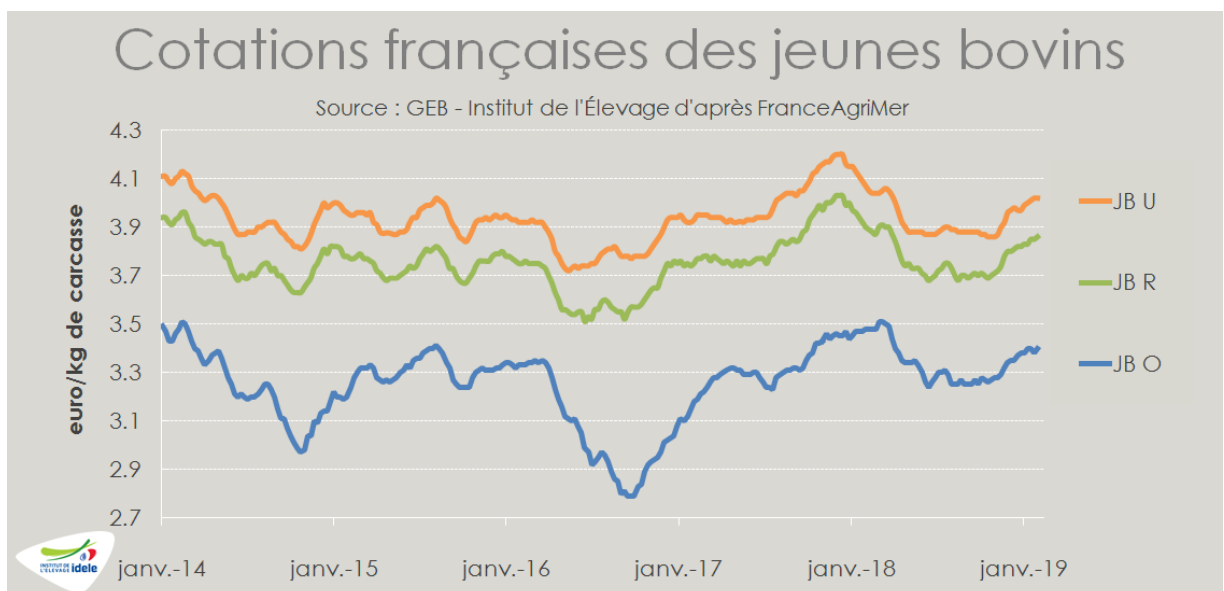
Depuis fin janvier, les abattages de JB viande ralentissent enfin, signe de la fin de l'engorgement du marché. A partir de l'été, l'afflux de vaches laitières avait en effet saturé les outils d'abattages et les sorties de jeunes bovins avaient pris du retard, provoquant un alourdissement des animaux particulièrement mal venu sur un marché déjà encombré. Au 1er janvier, le surplus d'effectif par rapport à l'an dernier était déjà quasiment résorbé (+2 000 mâles de 18-24 mois contre +10 000 au 1er décembre et +21 000 au 1er septembre), alors que les mâles plus jeunes étaient largement moins nombreux (-37 000 têtes /2018). Ainsi, les sorties se sont vite calmées. De +6% /2018 sur les 4 premières semaines de l'année, la hausse des abattages de JB de type viande est tombée à +1% sur les 2 semaines suivantes.

L'engraissement de JB laitiers poursuit son recul

En JB laitiers, le déclin se poursuit. Les effectifs au 1er janvier restaient en recul (-9 000 mâles de 18-24 mois et -11 000 mâles de 12-18 mois). La baisse des abattages continue donc naturellement (-7% /2018 sur les 6 premières semaines de l'année).

Les prix remontent

L'assainissement du marché français et la réduction de l'offre en Italie permettent aux prix de remonter. La cotation du JB U a gagné 5 centimes sur les 6 premières semaines de l'année, à 4,02 €/kg de carcasse (-1% /2018 mais +2% /2017). Celle du JB R s'est appréciée de 4 centimes sur la même période, à 3,86 €/kg (-1% /2018 mais +3% /2017) et celle du JB O de 3 centimes, à 3,40 €/kg (-2% /2018 mais +7 % /2017).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

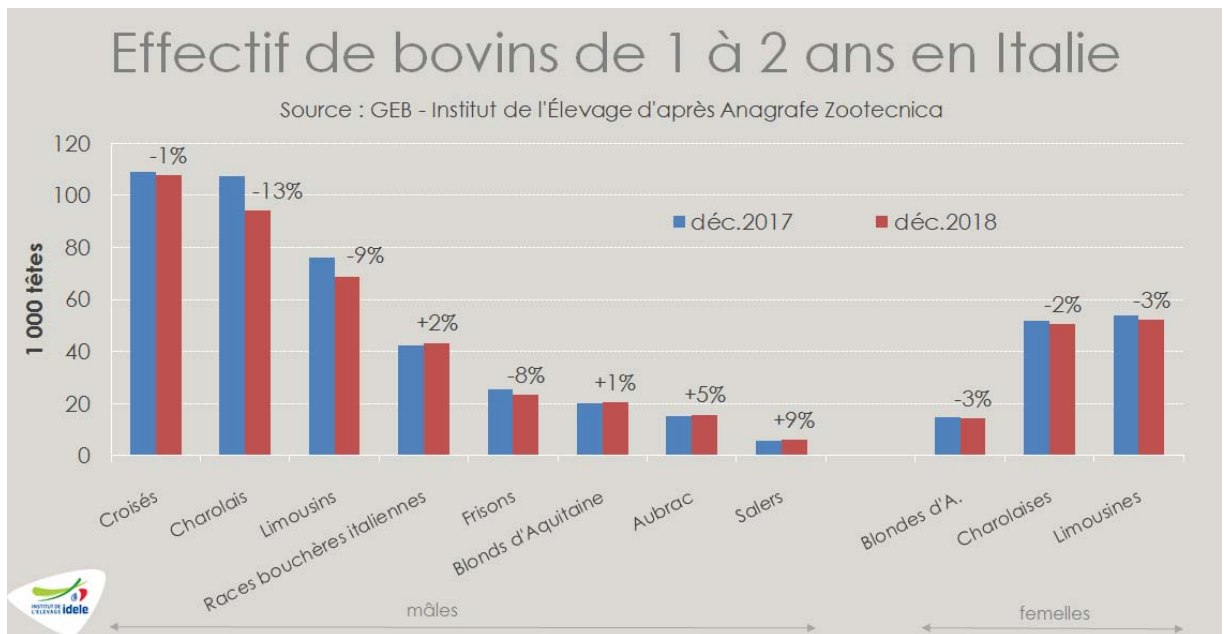
Offre en baisse

L'offre de jeunes bovins est globalement réduite sur le marché européen. Les cours ont amorcé leur baisse saisonnière en Allemagne, mais se tiennent encore bien en Italie. Les prix polonais sont impactés de plein fouet par le scandale sanitaire qui a éclaté fin janvier.

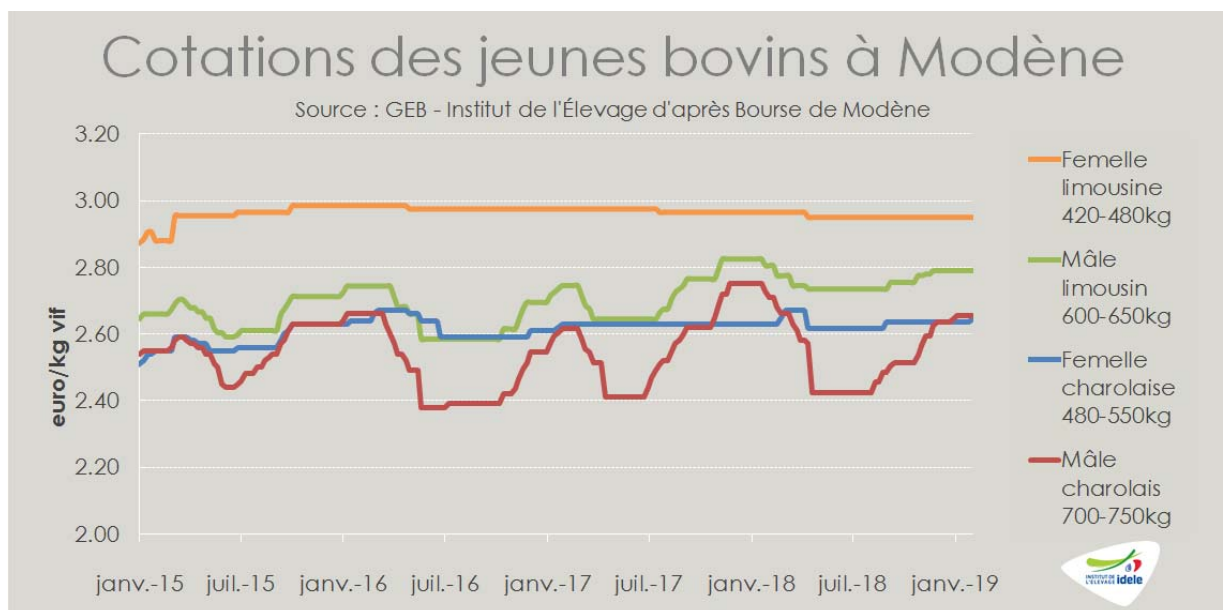
ITALIE : peu de JB à sortir en ce début d'année

En **Italie**, l'offre est modérée depuis le début de l'année, ce qui permet aux prix de se maintenir. Au 31 janvier, les mâles de 1 à 2 ans dans la BDNI italienne étaient bien moins nombreux que l'an dernier (-6%, ou -27 000 têtes), revenant au très faible niveau de 2017. Les mâles de moins d'un an étaient quant à eux au niveau le plus bas enregistré depuis plus de 8 ans à cette période de l'année (-2% /2018 et -3% /2017).

Le détail par race est disponible au 31 décembre. La comparaison avec l'année précédente montre une très forte chute des mâles charolais (-13%) et limousins (-9%) âgés de 1 à 2 ans. Cette chute est à relier à la forte baisse des naissances dans les troupeaux français à partir de l'été 2017. La baisse est plus limitée pour les mâles croisés (-1%). Les Blancs (+1%), Aubrac (+5%) et Salers (+9%) sont en hausse, de même que les races bouchères italiennes (+2% globalement pour l'ensemble des races Piémontaise, Chianina, Marchigiana, Podolica et Romagnola). Les effectifs de femelles de 1 à 2 ans sont également en baisse pour les 3 grandes races françaises, tranchant avec la tendance haussière enregistrée précédemment. Ceci est toutefois compensé par des effectifs en hausse pour les moins d'un an.

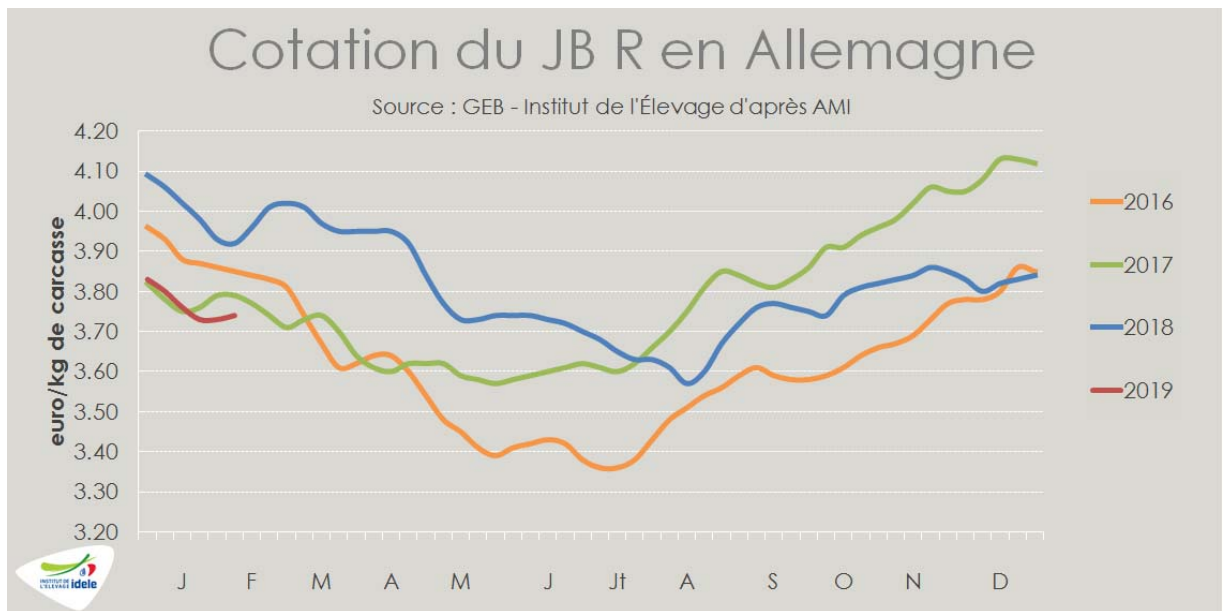


Le recul de l'offre permet de retarder la baisse saisonnière des cours. Les cotations à Modène sont stables depuis le début de l'année, à 2,66 €/kg vif pour les mâles charolais de 700-750 kg et 2,79 €/kg pour les Limousins de plus de 600 kg, des niveaux intermédiaires entre ceux des 2 années précédentes. La cotation de la femelle charolaise a même gagné un centime début février, à 2,65 €/kg (+1% par rapport aux 2 années précédentes). Celle de la femelle limousine, constituant le haut de gamme, est imperturbable, à 2,95 €/kg vif.



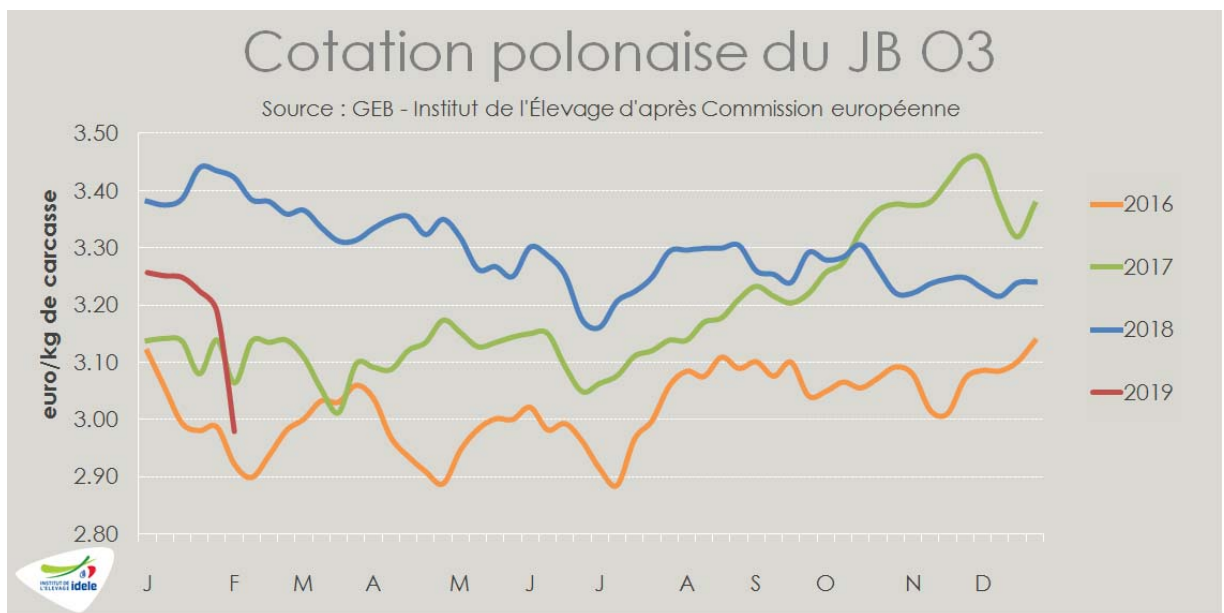
ALLEMAGNE : le recul de l'offre n'empêche pas la baisse saisonnière des cours

En **Allemagne**, les abattages de jeunes bovins ont été contenus en début d'année (-4% /2018 sur les 5 premières semaines). Ceci n'a pas empêché les cours d'entamer leur baisse saisonnière. Après les fêtes de fin d'année et avant la saison des grillades, les consommateurs se tournent plutôt vers les viandes hachées ou à braiser, ainsi que vers les saucisses et la charcuterie. Les découpes nobles de jeunes bovins passent donc au second plan. La cotation du JB R, qui avait manqué de ressort en fin d'année 2018, a démarré l'année à un bas niveau, se situant début février au plus bas depuis 5 ans, à 3,74 €/kg de carcasse.

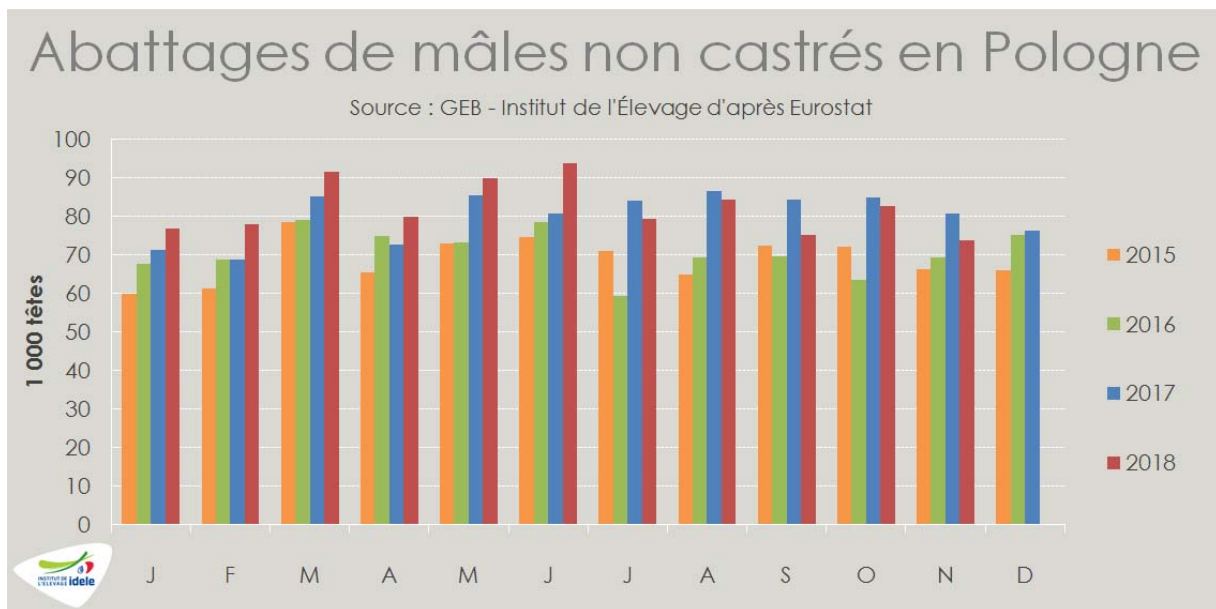


POLOGNE : Les prix décrochent suite au scandale de la viande frauduleuse

En **Pologne**, les prix à la production ont dévissé début février suite au scandale de la viande issue de vaches malades expédiée dans 13 États membres. Ce scandale a donné lieu à une brutale chute de la demande pour la viande polonaise, faisant chuter les prix des vaches, mais également ceux des jeunes bovins. La cotation du JBO a perdu 21 centimes en une semaine pour tomber à 2,90 €/kg de carcasse en semaine 6 (-13% /2018).



Après des années de progression ininterrompue, modifiant profondément le marché européen de la viande bovine, la production polonaise de jeunes bovins semble plafonner. De septembre à novembre 2018, 231 000 mâles non castrés ont été abattus en Pologne (-7% /2017), ainsi que 81 000 génisses (= /2017), rompant avec les hausses enregistrées précédemment.

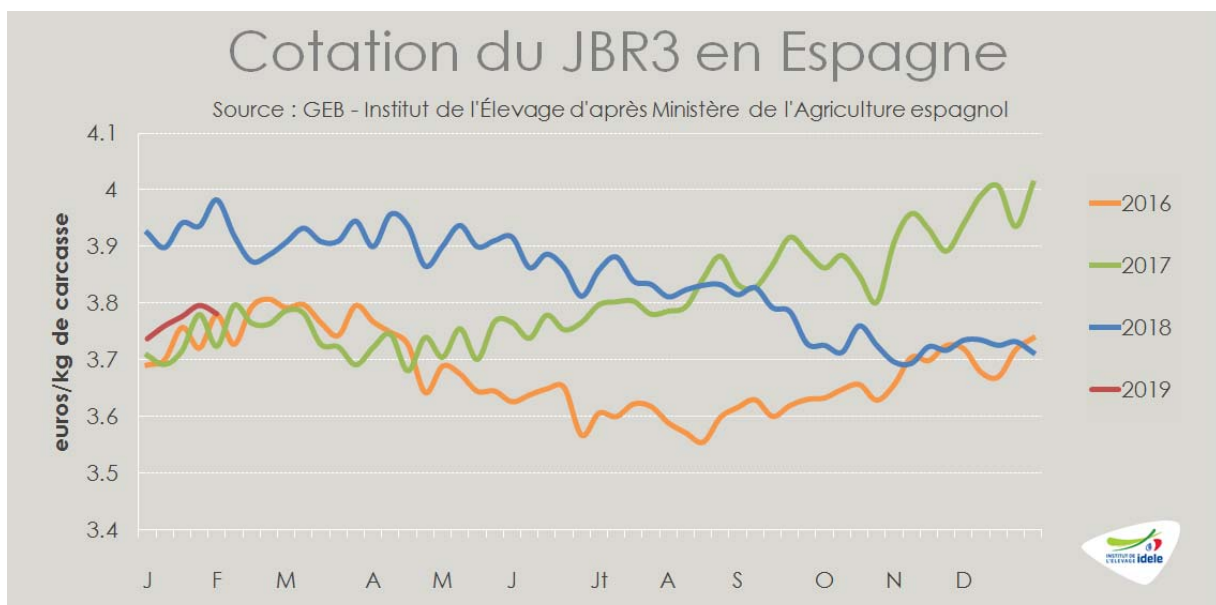


Ces niveaux restent élevés, l'année 2017 ayant été particulièrement fournie. Cependant, ce frein dans la hausse préfigure ce que pourrait être l'année 2019 : la production nationale fléchirait selon les prévisions de l'Institut polonais d'économie agraire IERIGZ, parues début novembre 2018. Après un pic au plus haut en 2018 à 1,145 million de tonnes vives (+5% /2017), la production nationale totaliserait 1,135 million de tonnes en 2019 (-0,4% /2018).

Le ralentissement de la production à l'automne tombait à pic avec le contexte de marché. Les opérateurs polonais avaient développé depuis fin 2017 un flux important de viande réfrigérée vers la Turquie, que la forte dépréciation de la livre turque est venue ralentir notablement à partir du mois d'août. Ainsi, en octobre, les exportations de viande bovine réfrigérée polonaise sont tombées à 26 000 téc (-12% /2017), dont moins de 2 000 téc vers la Turquie, alors que les envois atteignaient encore 5 000 téc en juin comme en juillet dernier.

ESPAGNE : la forte hausse des abattages fait pression sur les prix

En **Espagne**, la hausse des abattages de jeunes bovins mâles et femelles a été amplifiée à l'automne par le recul brutal des ventes de bovins finis vers la Turquie lié à la dépréciation de la livre turque. La production d'animaux jeunes abattus s'est élevée à 50 000 téc en octobre 2018 (+15% /2017) et à 49 000 téc en novembre (+12%). Ceci a fait pression sur les prix tout au long de l'automne. En début d'année, la cotation espagnole du JB R restait basse, à 3,78 €/kgéc (-5% /2018, mais toujours +2% /2017).



Viandes bovines » Femelles » France »

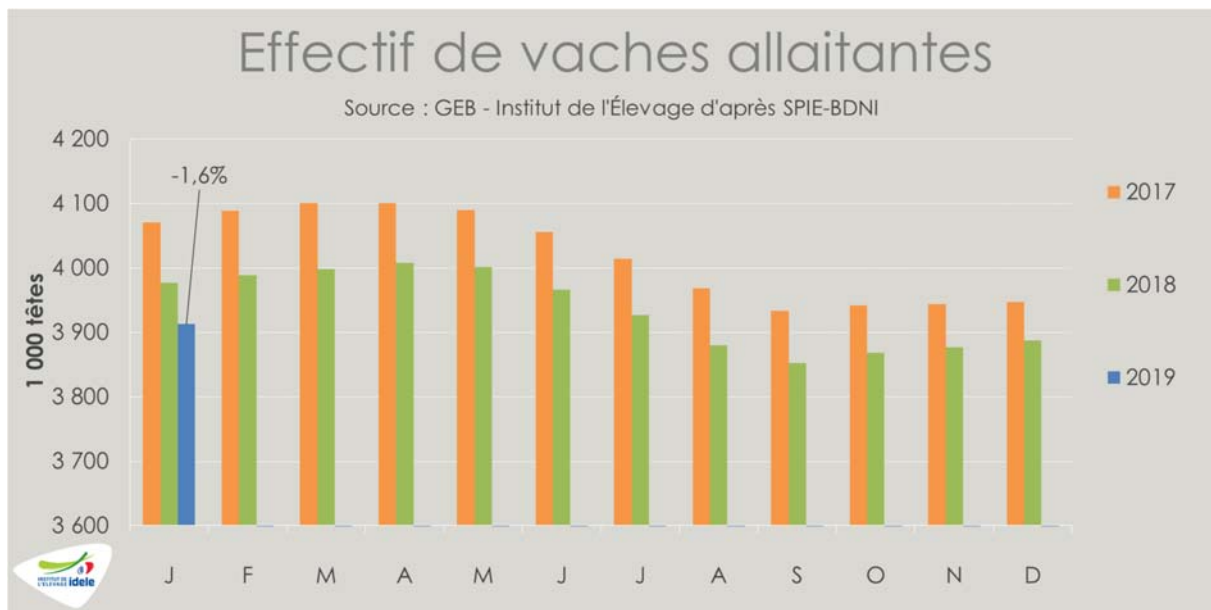
Disponibilités limitées, léger mieux pour les prix

Les abattages sont toujours limités, notamment du côté des réformes laitières où les sorties ont été anticipées au début du second semestre de l'année dernière. Les stocks s'annoncent par ailleurs limités pour les semaines à venir. Les prix ont entamé une légère reprise.

Réformes limitées et stocks au plus bas

Sur l'ensemble du mois de janvier, d'après les données de Normabev, les abattages de gros bovins ont été relativement stables par rapport à l'année précédente (285 000 têtes ; = /2018). La dynamique est différente suivant l'orientation du cheptel pour les vaches : les abattages de laitières sont toujours affectés par les sorties précoces de l'automne liées à la crise fourragère (12 000 têtes, -7% /2018) quand les abattages d'allaitantes sont désormais stabilisés (53 000 têtes, +1% /2018), de même que ceux de génisses (=).

Du côté des effectifs, le nombre de femelles allaitantes est en retrait. Au 1er janvier 2019, le nombre de vaches enregistrées dans la BDNI (-1,6% ou -64 000 têtes /2018) comme de génisses de 2 à 3 ans (-2,9% ou -33 000 têtes) étaient en baisse.

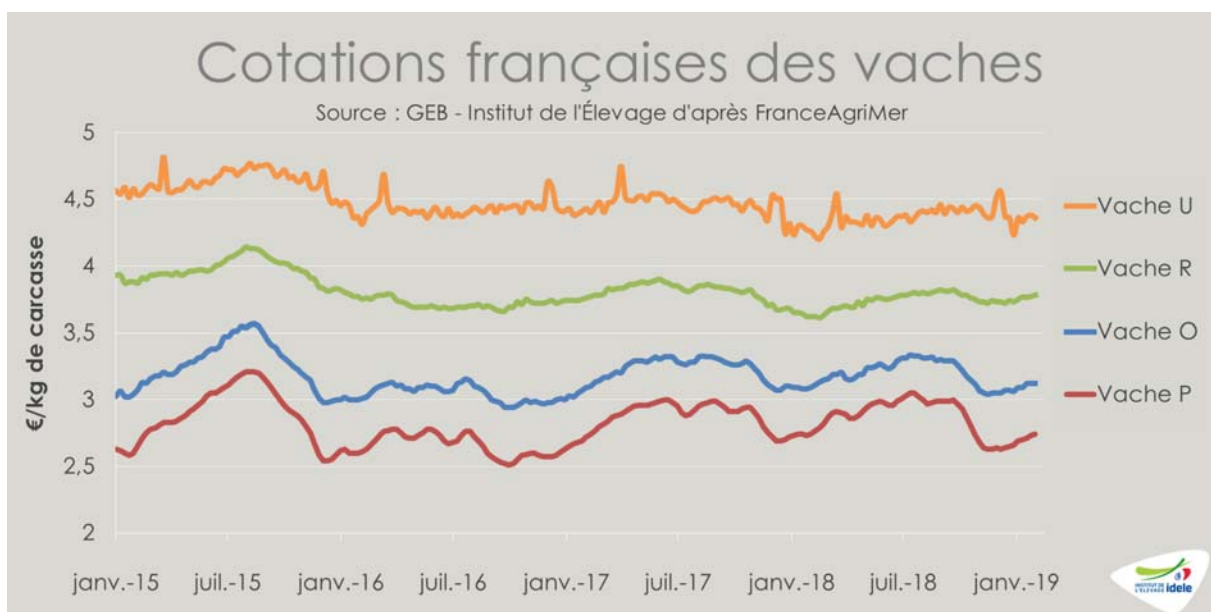


Même constat pour les femelles laitières dont les effectifs présents au 1er janvier ont été mis à mal par la sécheresse et la crise fourragère du 2nd semestre 2018, que ce soit pour les vaches (-0,9% ou -34 000 têtes /2018) où les génisses de 2 à 3 ans (-3,7% ou -45 000 têtes).

La conjoncture laitière plus favorable (cf. *article collecte laitière*) liée à des stocks de vaches et génisses laitières en retrait devrait limiter les réformes sur le marché dans les prochains mois, à l'incertitude du Brexit près.

Partant de très bas en début d'année, les prix ont entamé une remontée très timide

Alors que l'année 2019 avait démarré sur une base médiocre, les cours des vaches progressent légèrement. C'est particulièrement vrai pour les allaitantes les plus conformées : la cotation de la vache U s'est appréciée de 13 centimes depuis le début de l'année à 4,36 €/kg début février (+2% /2018 ; -2% /2017). La hausse est plus limitée pour la vache R qui ne progresse que de 5 centimes sur la même période : 3,78 €/kg (+4% /2018 ; +1% /2017).



On observe la même tendance du côté des vaches laitières. Les cours des vaches O et P se sont appréciés de respectivement 6 et 8 centimes depuis le début de l'année. Ils sont désormais au moins équivalents aux cotations des deux dernières années à pareille époque, à 3,12 €/kg en semaine 5 pour la vache O (+1% /2018 et +1% /2017) et 2,74 €/kg pour la P (= /2018 et +1% /2017).

Moins de consommation dans les circuits de distribution « classiques »

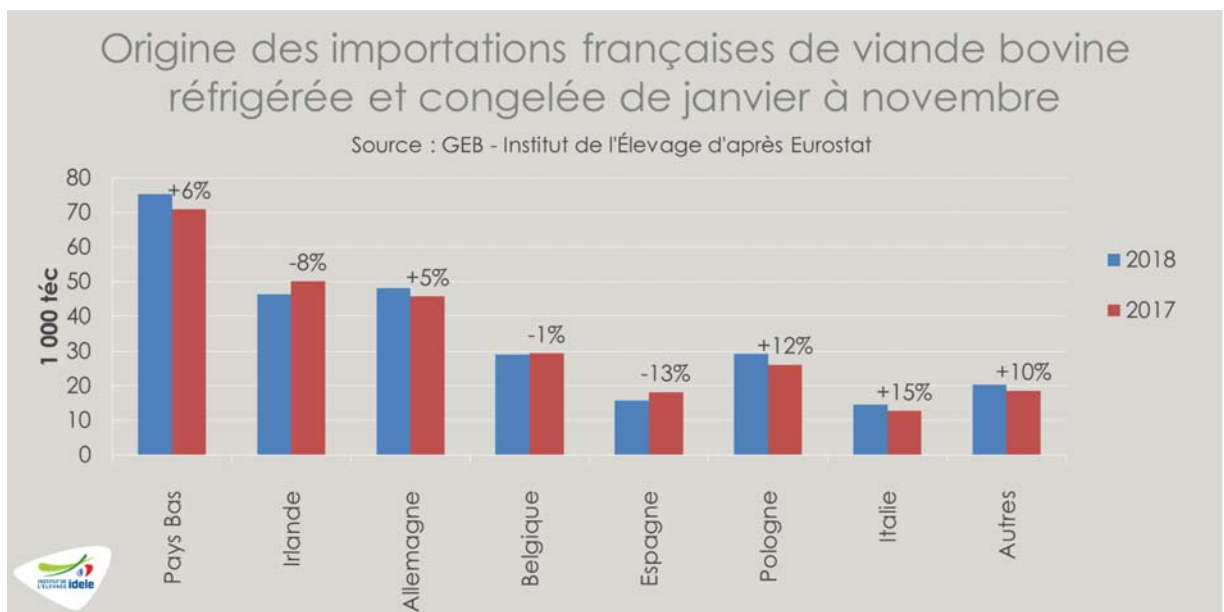
Calculée par bilan, la consommation de viande bovine connaît un léger recul en novembre (-1% /2017). Néanmoins, en cumul sur les onze premiers mois de l'année, le total de la viande bovine utilisée sur le territoire national a progressé de 2% /2017.

Cette progression diverge des données du panel KANTAR qui se concentre sur les achats des ménages en boucherie et en GMS et ne prend pas en compte la viande incorporée dans les plats préparés, comme celle consommée hors domicile. En cumul sur les 13 périodes de l'année 2018, les achats de viande bovine par les ménages ont diminué de 3% /2017. La baisse est notamment marquée pour la viande piécée réfrigérée (-5,5% /2017) ou la viande hachée surgelée (-2%). Même les achats de viande hachée fraîche, en pleine progression ces dernières années, ne font que résister (+0,4%).

Des échanges encore importants, à l'export et surtout à l'import

Sur les 11 premiers mois de l'année, les importations de viande bovine ont progressé (299 000 téc, soit +4% /2017), de même que les exportations (224 000 téc, soit +1% /2017). Ces hausses sont notamment à mettre en lien avec l'augmentation au 2nd semestre de l'offre abattue en France comme sur le reste du marché européen.

Depuis le début de l'année, les plus grosses progressions d'envois de viande bovine réfrigérée et congelée vers la France proviennent des Pays-Bas (75 000 téc, +6% /2017), d'Allemagne (48 000 téc +5%) ou de Pologne (29 000 téc, +12%). A contrario, les expéditions de viande irlandaise ont régressé (46 000 téc à -8%).

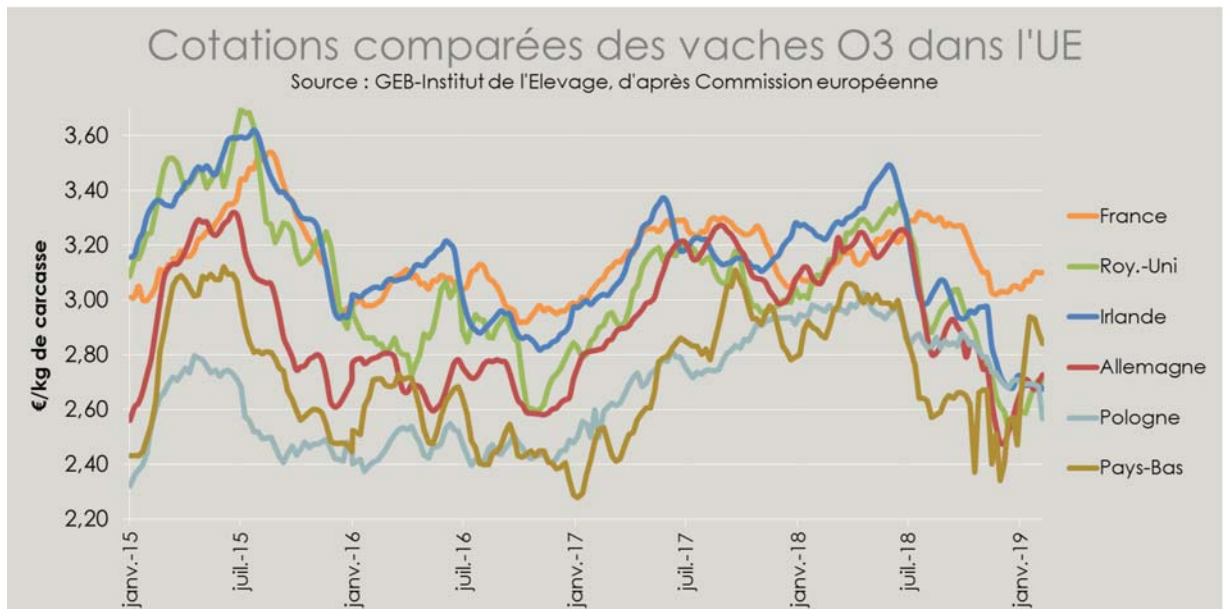


Pour en savoir plus : annuel bovins viande.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Situations contrastées sur le marché européen des réformes

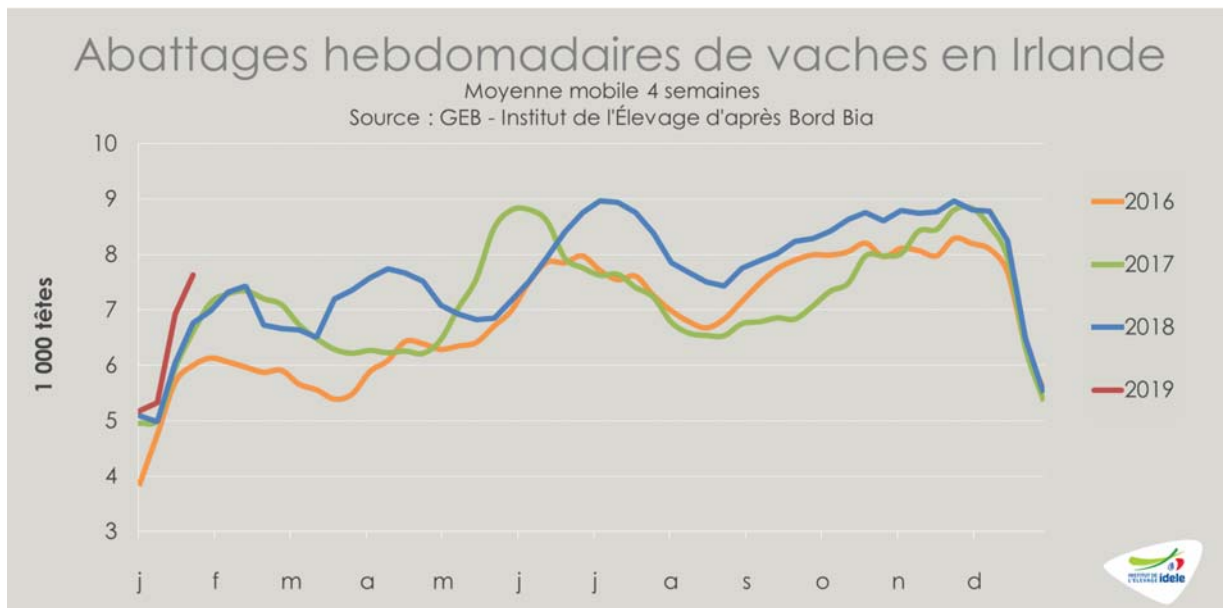
Au début du 2nd semestre 2018, la sécheresse et le manque de fourrages avaient entraîné de nombreux éleveurs, partout en Europe, à réformer plus massivement qu'à l'habitude. Depuis la fin de l'année dernière, les dynamiques d'abattage de vaches et de prix sont divergentes chez les principaux producteurs européens : de la baisse des abattages et la hausse des prix aux Pays-Bas à des abattages dynamiques et des cours en berne en Irlande. En Pologne, les prix dévissent suite au scandale de fraude sanitaire.



IRLANDE : la reprise du rythme effréné des réformes pèse sur les cours

En **Irlande**, l'année 2018 a été marquée par un niveau accru d'abattage de vaches : +24 000 têtes, soit +6% /2017 ; +11% /2016 d'après les données d'Eurostat. Cette hausse du nombre de vaches abattues n'a été que très partiellement gommée par une diminution du poids moyen des carcasses de celles-ci (304 kg ; -3% /2017), liée à des réformes anticipées face à la pénurie de fourrages.

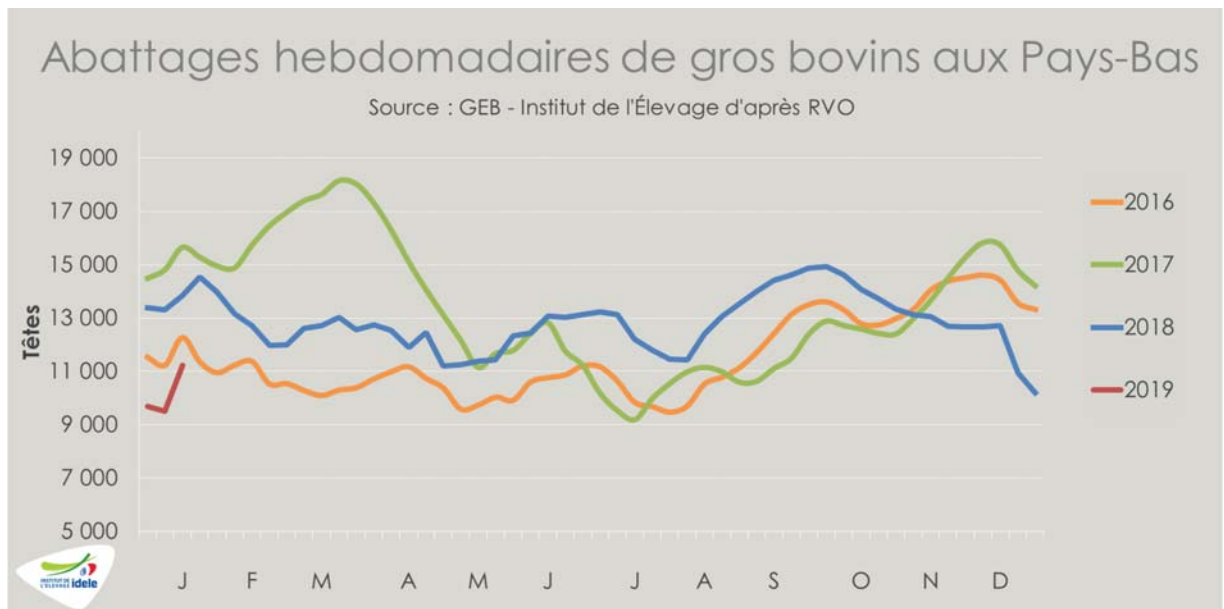
Depuis, après un mois de décembre plutôt normal (*cf. article collecte laitière en UE*), les abattages ont rebondi en janvier. D'après les statistiques hebdomadaires d'abattages de Bord Bia, 108 000 vaches ont été abattues sur les 5 dernières semaines connues (semaines 2 à 6), soit un niveau jamais atteint depuis 15 ans (+6% /2017 ; +10% /2016) !



En attendant les effets éventuels du Brexit, ce nouvel afflux de réformes pèse sur les cours de la vache O. Cette dernière cotait seulement 2,68 €/kg éc en semaine 6 (-17% /2017 ; -11% /2016), niveau légèrement inférieur à la cotation allemande (- 5 centimes).

PAYS-BAS : disponibilités réduites et amélioration des cours

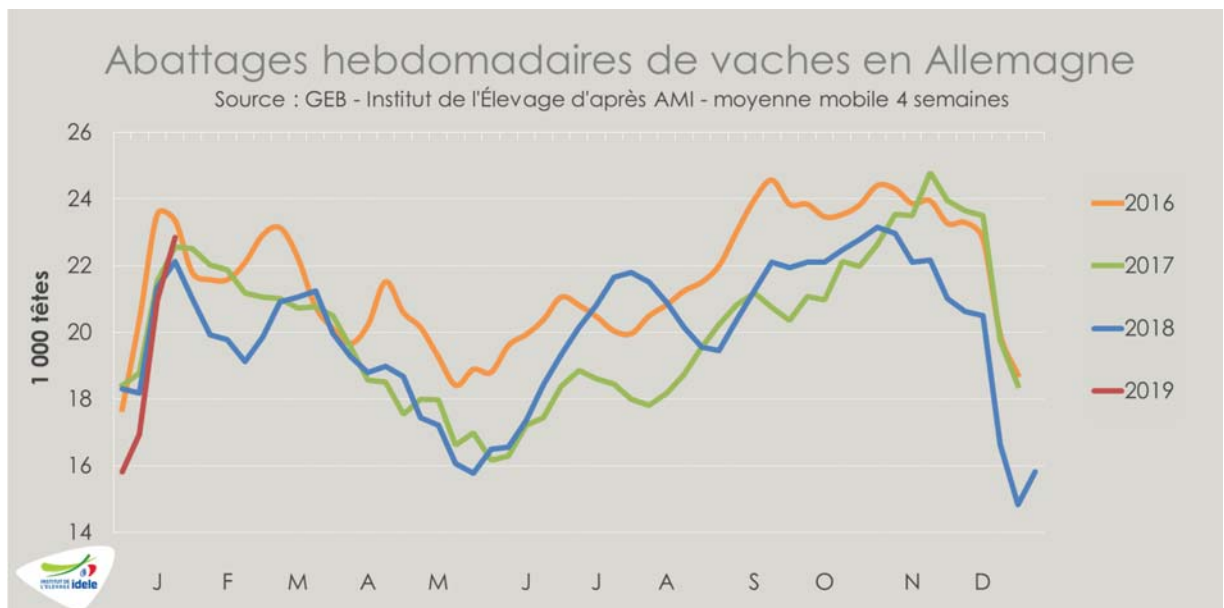
Aux Pays-Bas, le rythme des réformes s'est sensiblement réduit. Après deux années atypiques où le nombre d'abattage a explosé (mise en conformation des effectifs avec la réglementation environnementale en 2017 et réformes anticipées suite à la sécheresse en 2018), les abattages de gros bovins sont désormais en retrait. Sur les quatre premières semaines de l'année, ce sont 10 000 têtes de moins qui ont été abattues (-19% /2018) pour atteindre le niveau le plus bas depuis 5 ans.



Alors que les prix avaient jusque-là souffert des disponibilités accrues sur les marchés domestique et communautaire, la raréfaction de l'offre depuis la mi-novembre semble enfin avoir des effets positifs sur les cours. A 2,84 €/kg éc en semaine 6, la cotation de la vache O néerlandaise a progressé de 17 centimes depuis le début de l'année (+6%) et même de 50 centimes depuis le début de sa remontée en semaine 48 de 2018. Elle se situe désormais au-dessus des cotations polonaise (+11%) et allemande (+4%).

ALLEMAGNE : le nombre limité de réformes peine à profiter aux cours

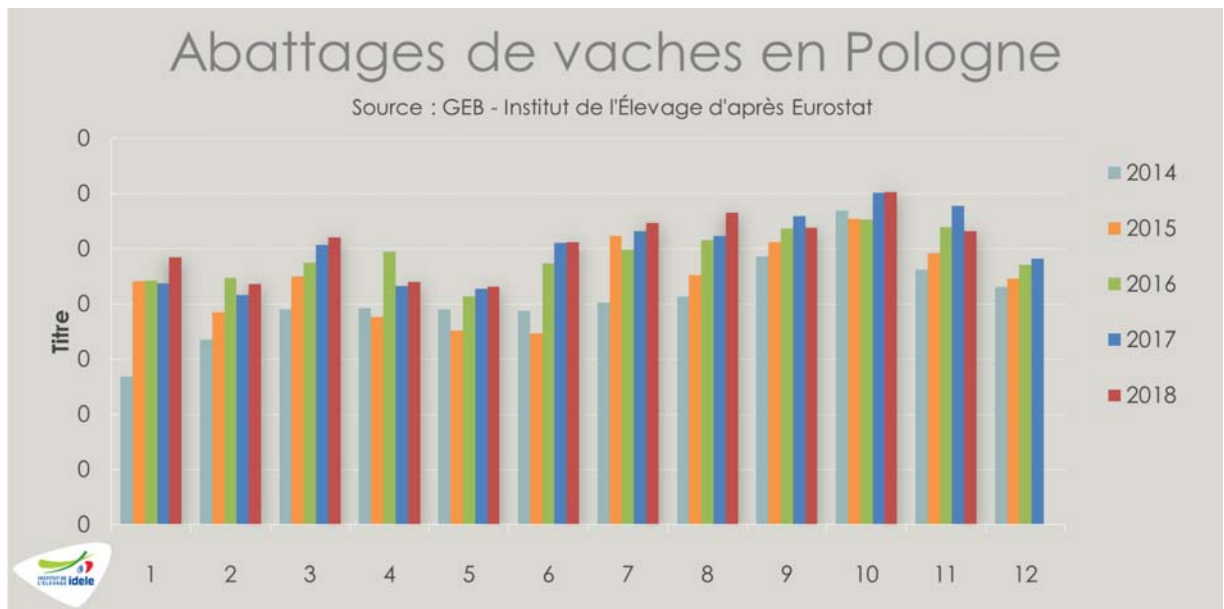
En **Allemagne**, après les sorties massives du début du 2nd semestre 2018 liées à la crise fourragère, les abattages de vaches avaient chuté en fin d'année dernière. Désormais, ils sont revenus à des niveaux plus proches des deux années précédentes. Sur les 5 semaines de janvier, 104 000 vaches ont été abattues (-2% /2018 ; -5% /2017). La forte baisse du cheptel relevée par la dernière enquête de novembre 2018 (cf. article Femelles en Europe du mois de janvier) devrait tout de même limiter les réformes dans les mois à venir.



Pour le moment, les cours se redressent timidement malgré les moindres réformes. A 2,73 €/kg de carcasse en semaine 6, la cotation de la vache O allemande a progressé de 6 centimes depuis le début de l'année (+2%). Elle reste nettement inférieure au cours des deux années précédentes (-11% /2018 et -3% /2017). Même constat pour la vache P dont la cotation atteint péniblement 2,15 €/kg (-12% /2018 ; = /2017). La raréfaction de l'offre pourrait finir par peser de façon plus marquée dans les semaines à venir.

POLOGNE : les prix touchés par un scandale sanitaire

En **Pologne**, les abattages de réformes ont été en retrait sur la fin de l'année 2018. En novembre dernier, les abattages mensuels de vaches ont été faibles par rapport aux deux années précédentes (-8% /2017, -1% /2016). En cumul sur les 11 premiers mois de l'année, 560 000 vaches ont tout de même été abattues (+2% /2017 et +4% /2016), portées par un premier trimestre dynamique et par les réformes liées à la sécheresse au début du 3ème trimestre.



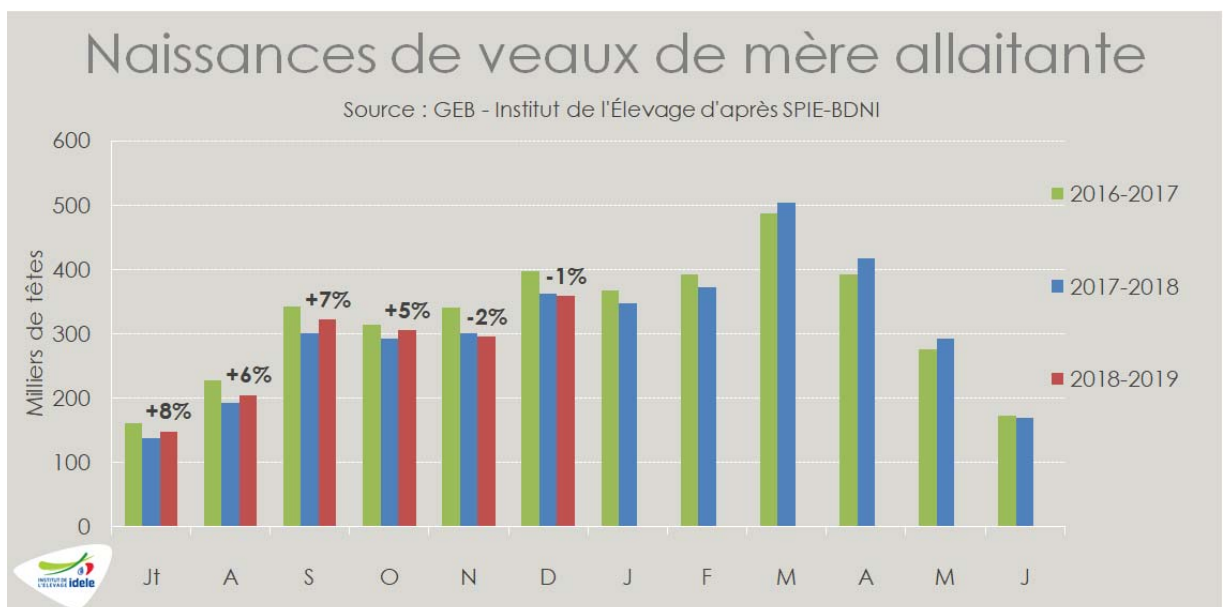
Au 2nd semestre 2018, les prix avaient mieux résisté que partout en Europe, portés notamment par la bonne valorisation des avants via un secteur polonais de la transformation dynamique. Depuis le début de l'année, la situation est plus contrastée. À 2,57 €/kg mi février (-14% /2018 et +3% /2017), la cotation de la vache O polonaise a perdu 12 centimes en une semaine. Il s'agit très probablement des premiers effets du scandale de fraude à la viande polonaise malade récemment rendu public.

Viandes bovines » Maigre » Des cours élevés faute d'offre

Les naissances allaitantes ont progressé en 2018 par rapport à 2017, année marquée par un fort déficit. Les stocks d'animaux de 6 à 12 mois remontent à leur bas niveau de 2018 au 1er janvier 2019. Fin décembre, les envois de brouillards rebondissent avec l'ouverture brève du marché algérien, alors que les envois reculent sur l'année (-4% /2017) faute de disponibilités et malgré une demande ferme. Les cours se maintiennent ainsi à des niveaux élevés, en ce début d'année.

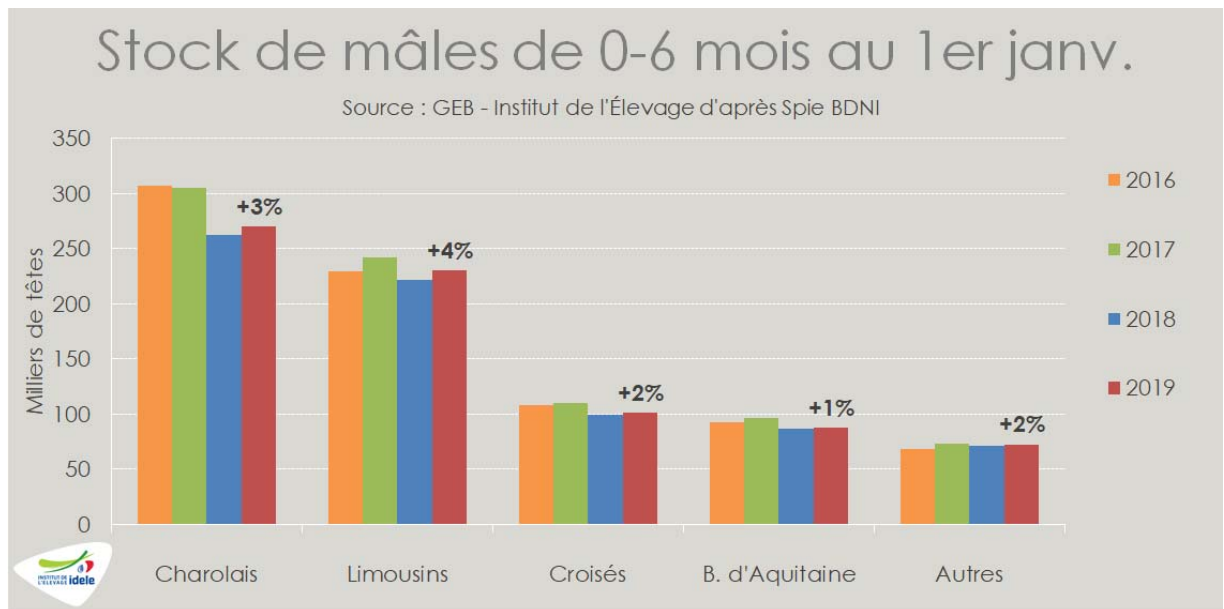
Naissances en hausse au 2nd semestre 2018

Malgré un léger tassement en novembre et décembre, les naissances du troupeau allaitant ont sensiblement progressé au 2nd semestre 2018, de +3% /2017. Sur l'année, elles ont augmenté de +2% par rapport à 2017, année marquée par une chute des naissances au second semestre. Elles sont toutefois inférieures aux très bons niveaux de 2016 et 2015, de -8,5% et de -4% respectivement.



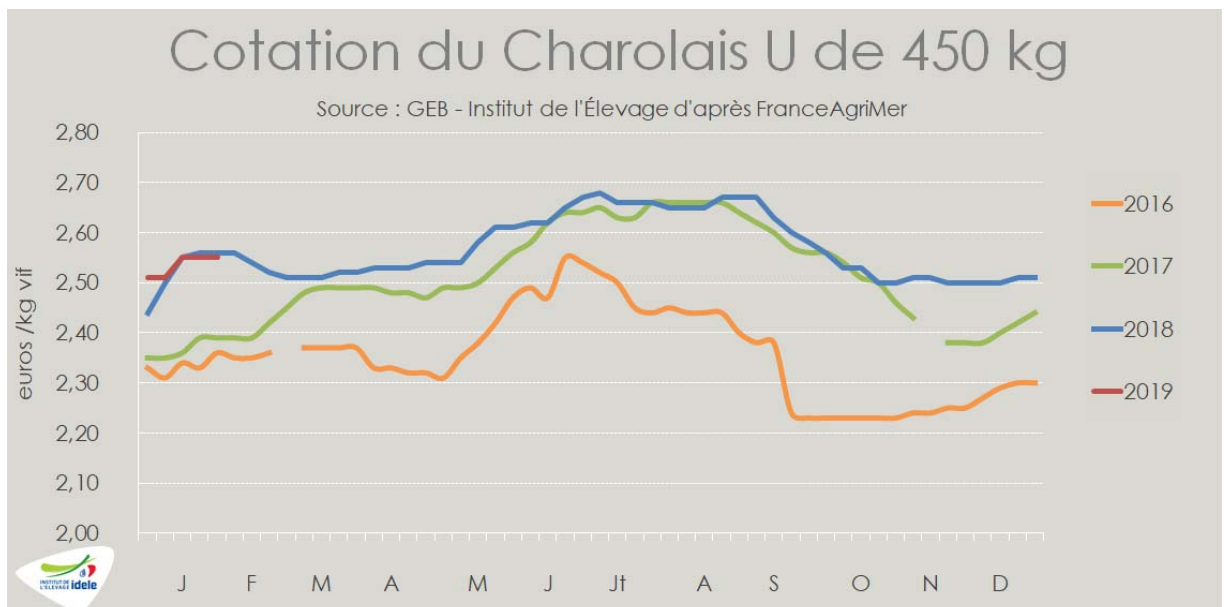
Stocks de mâles de 0-6 mois plus étoffés

Au 1er janvier 2019, les stocks de mâles de 0-6 mois sont plus étoffés qu'en 2018 avec 762 000 têtes (+3% /2017). Ils restent cependant bien en-dessous de l'effectif élevé de janvier 2017 (-8%). Les mâles allaitants de 6-12 mois sont stables en effectifs d'une année sur l'autre, à 825 000 têtes, mais en recul de 2% /2017.



Cours globalement stables

Du fait des stocks limités et de la demande ferme notamment à l'export, les cotations des mâles charolais U se sont maintenues début 2019 à leur haut niveau de 2018. Les animaux de 450 kg vif s'échangent à 2,55 €/kg vif en semaines 5, soit +5% /2018.

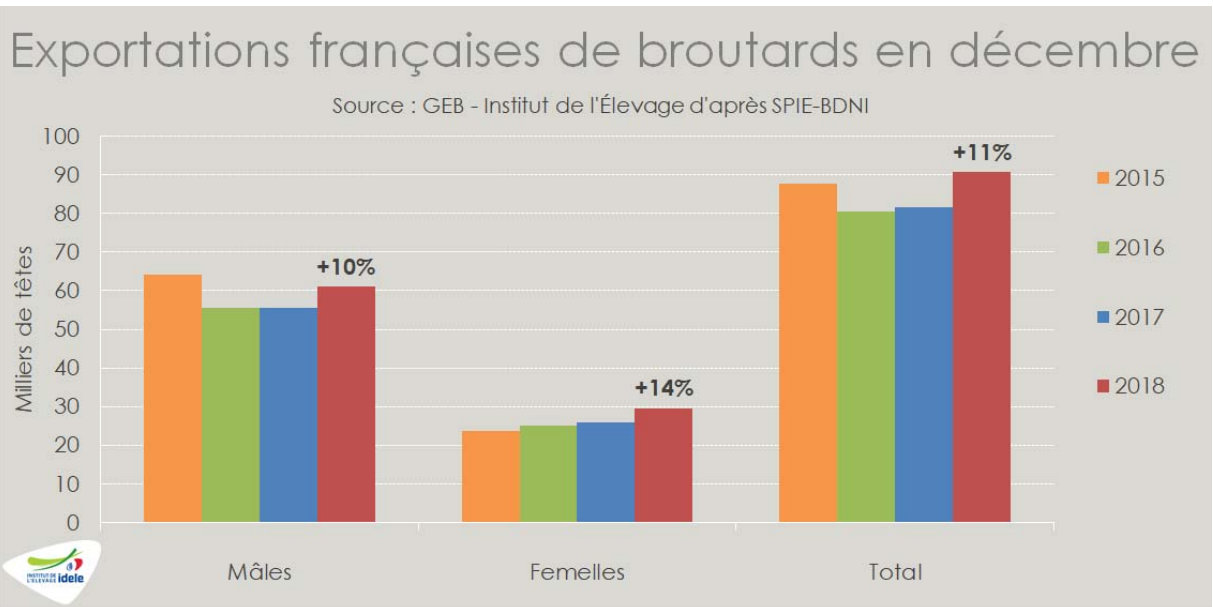


Les cotations des Limousins et Croisés sont stables depuis près de 3 mois. Pour les mâles limousins E de 300 kg, les prix sont identiques à ceux de 2018 à 3,00 €/kg en semaine 5.

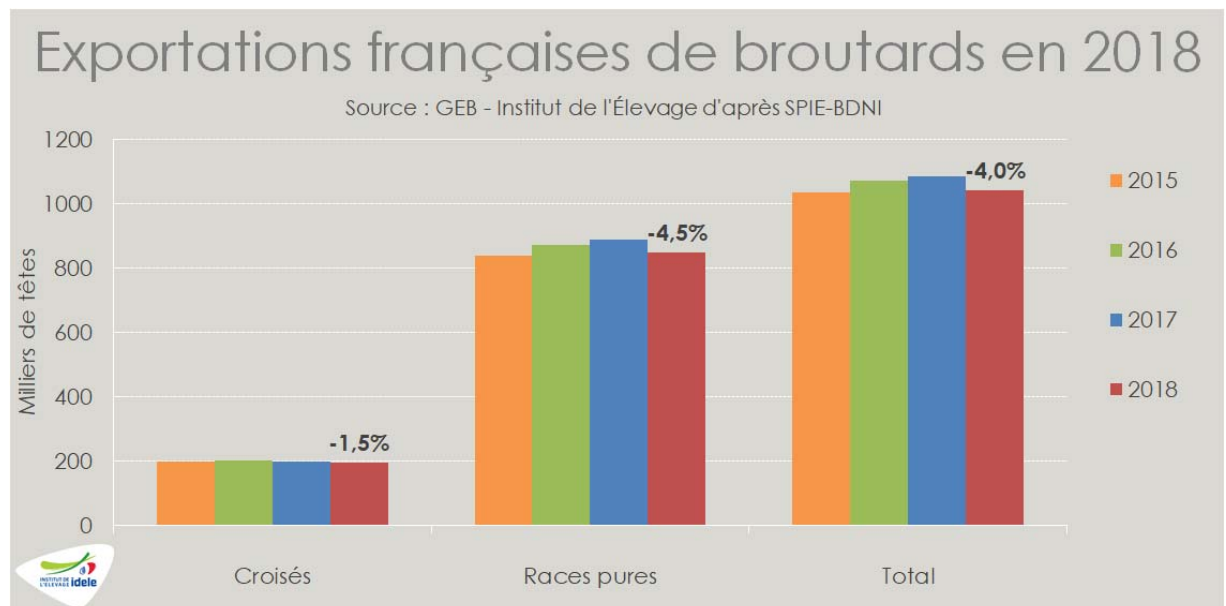
Face à une demande toujours dynamique en femelles, les cotations des Limousines E et des Charolaises U de 270 kg se maintiennent à de hauts niveaux, respectivement 2,79 €/kg et 2,66 €/kg en semaine 5, soit +1% et +2% /2018.

Rebond des exportations en décembre, après une année en recul

En décembre, les exportations de broutards ont rebondi (+11% /2018), grâce à la réouverture du marché algérien (entre le 4 et le 31 décembre), alors la demande italienne et espagnole s'est maintenue. A noter que le marché algérien est rouvert depuis le 10/02/2019.



Totalisant 1 065 000 têtes, les envois de bovins de 4 à 14 mois en 2018 se sont contractés de -4% /2017 et de -2,5% /2016 (source : SPIE-BDNI). La baisse est plus marquée pour les mâles (-5,5% /2017) que pour les femelles (-1% /2017) qui représentent 33% des envois de broustards, contre 29% en 2015. La part des animaux croisés est aussi en hausse.

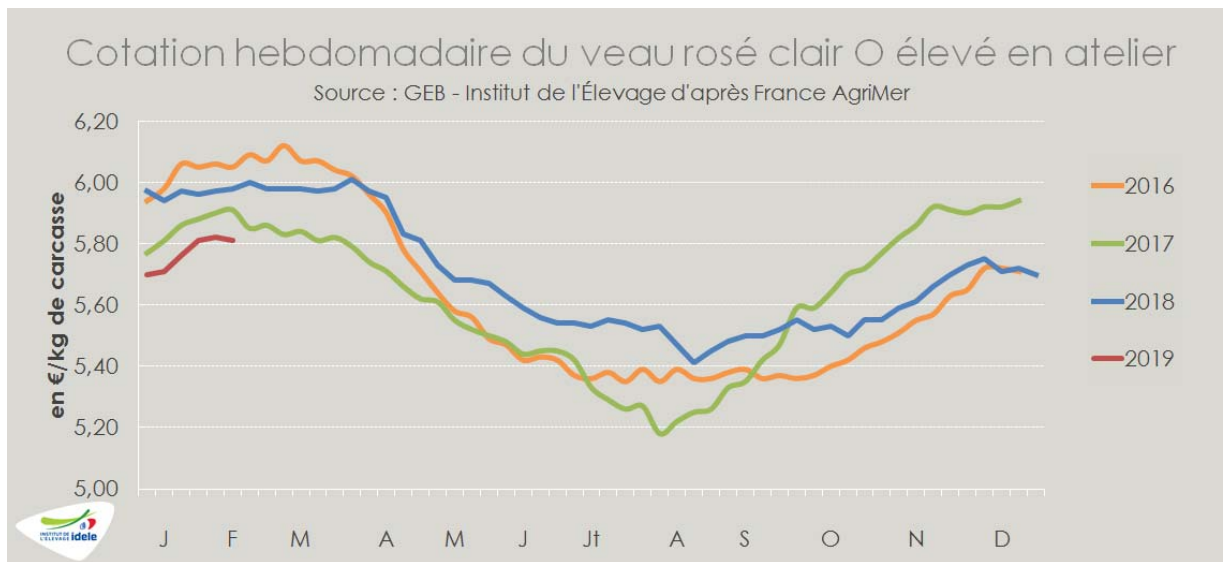


D'après les douanes, les importations italiennes de broustards français (78% du total importé) auraient été maintenues alors que les envois depuis la France, toutes destinations confondues, se sont réduits. En Espagne, le marché a été fluide au premier semestre avant d'être impacté par la crise monétaire turque qui a démarré en août. Cette destination a ainsi absorbé 15% des envois français sur 2018. Les achats depuis les pays tiers ont quant à eux progressé sur l'année de +34% /2017, avec 51 300 têtes et ils ont doublé pour l'Algérie. Les marchés algérien et turc restent incertains en ce début d'année, du fait de l'économie turque qui peine à se remettre de la crise et des barrières sanitaires contraignantes dans les deux pays.

Viandes bovines » Veaux de boucherie » Début d'année difficile

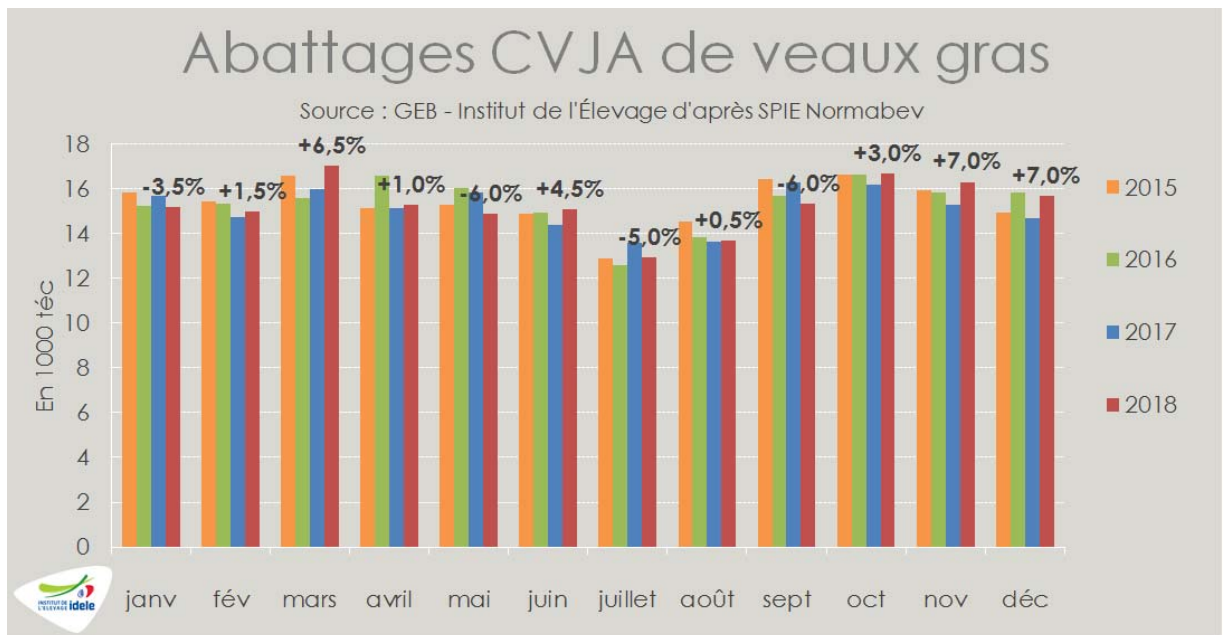
Dans la lignée d'une fin d'année 2018 morose, la cotation du veau de boucherie est dégradée en ce début 2019. Le marché peine à absorber une production abondante en France et aux Pays-Bas.

En ce début d'année 2019, le marché du veau de boucherie est lourd en France. La cotation du veau de boucherie rosé clair O n'atteignait que 5,81 €/kg en semaine 6, soit -17 centimes / 2018 (-2,8%), suite à une hausse saisonnière très faible. La cotation est ainsi en net retrait par rapport 2016 (-4,1%). Les prix devraient se maintenir à un niveau similaire au 1^{er} trimestre avant la baisse saisonnière des cotations.



Des abattages en hausse

Sur le dernier trimestre 2018 les abattages de veaux ont progressé de +5% en têtes soit + 16 000 veaux et de +5,5% en téc par rapport à 2017. Cette hausse des abattages s'explique d'abord par la progression des importations de veaux prêts à abattre : 15 000 têtes importées sur octobre-décembre 2018 contre 2 500 en 2017, soit une progression de 12 500 têtes. Selon les opérateurs, ces animaux importés seraient intégralement réexportés vers la Belgique et l'Europe du Nord, ce qui n'impacterait pas les disponibilités sur le marché français.

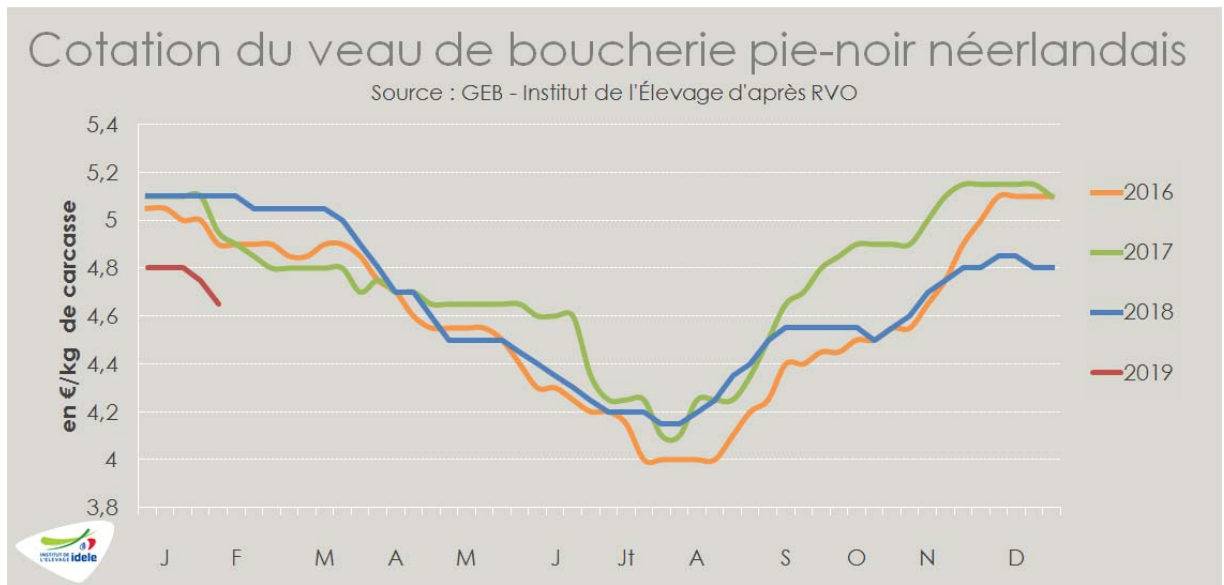


Le nombre de veaux engraisés et abattus en France a néanmoins progressé au 4ème trimestre d'environ 3 500 têtes. De plus on constate une hausse des poids carcasses au 4ème trimestre (+0,7 kgéc /2017). L'offre de veaux sur le marché français est donc importante depuis fin 2018, même en excluant les veaux importés, alors que la consommation serait toujours déprimée. Ceci pourrait expliquer la baisse des cotations, d'autant que le développement de la production est également net aux Pays-Bas

Les Pays-Bas battent de nouveaux records

Déjà en hausse en 2016 et 2017, les abattages de veaux de boucherie aux Pays-Bas ont encore fortement progressé en 2018 : sur 11 mois la production atteint 1,347 million de têtes (+8% /2017) et 210 000 téc (+10% /2017). Très net au 2nd semestre, ce dynamisme de la production s'explique par l'attractivité du veau de boucherie aux Pays-Bas. Selon l'université de Wageningen, les éleveurs de veaux dégagent des revenus stables depuis 2011 malgré le fort recul des aides PAC. De plus le secteur du veau reste exempté des mesures de limitation des cheptels qui touchent les bovins laitiers.

Ce niveau de production a néanmoins un impact qui semble de plus en plus fort sur le marché néerlandais. En semaine 5, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a chuté à 4,65 €/kg, soit -9% /2018 et -5% /2017. Avec plus de 95% de la production néerlandaise exportée surtout en Europe, malgré les efforts de la filière pour accéder aux marchés tiers, la baisse des cours aux Pays-Bas n'est donc pas un bon signal pour le marché français.



Viandes bovines » Veaux nourrissons » Prolongation des tendances

La cotation française du veau nourrisson est au plancher en attendant la hausse saisonnière. La lourdeur du marché du veau de boucherie en France et du JB en Espagne pourraient limiter la demande.

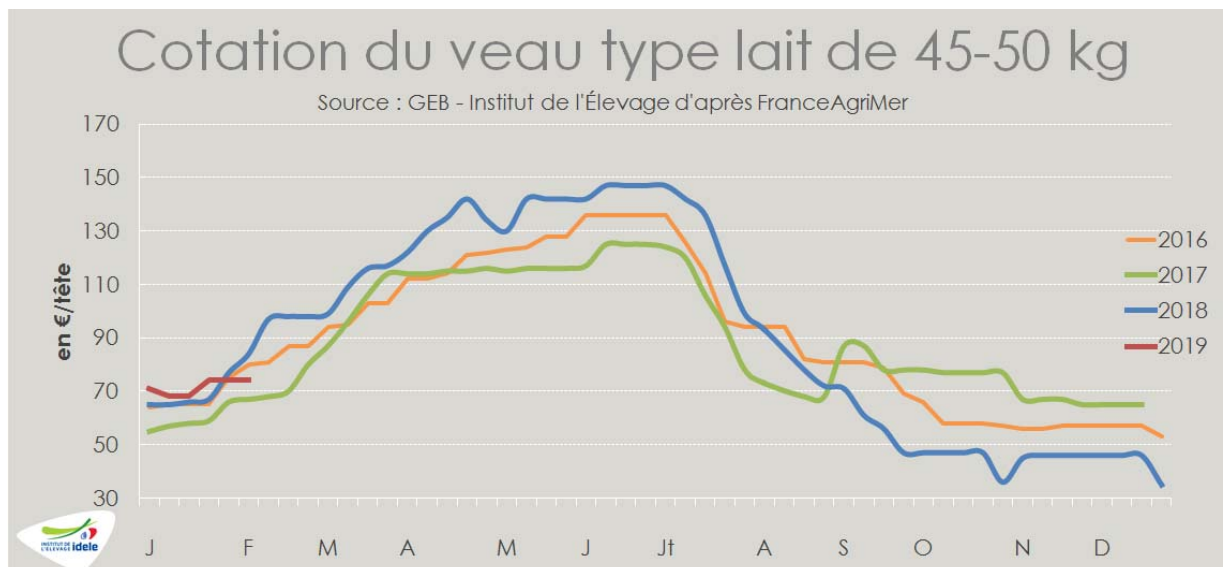
Légère hausse des naissances en 2018

Après un rebond en décembre (+1,5% /2017), les naissances de veaux de mère laitière ont progressé sur l'ensemble de l'année 2018 de +0,7% /2017, à 3,52 millions de têtes, malgré un cheptel en léger repli : -0,8% /2017 au 1^{er} décembre. Cette différence s'explique par les difficultés de fertilités de vaches observées au 2nd semestre 2017 et partiellement compensées par des vêlages en hausse au 1^{er} semestre 2018.

Le développement des naissances de veaux croisés L-V (mère laitière x père allaitant) observé depuis 2014 s'est poursuivi en décembre (+3% /2017, +10,5% /2016). Sur l'année 2018 : 658 000 veaux croisés L-V sont nés en France soit +3,5% /2017, +16% /2016 et +29% /2015. Dans le même temps les naissances de veaux de races laitières ou croisés L-L se sont stabilisées par rapport à 2017, mais sont en fort recul par rapport à 2016 (-5%).

Cotation au plancher

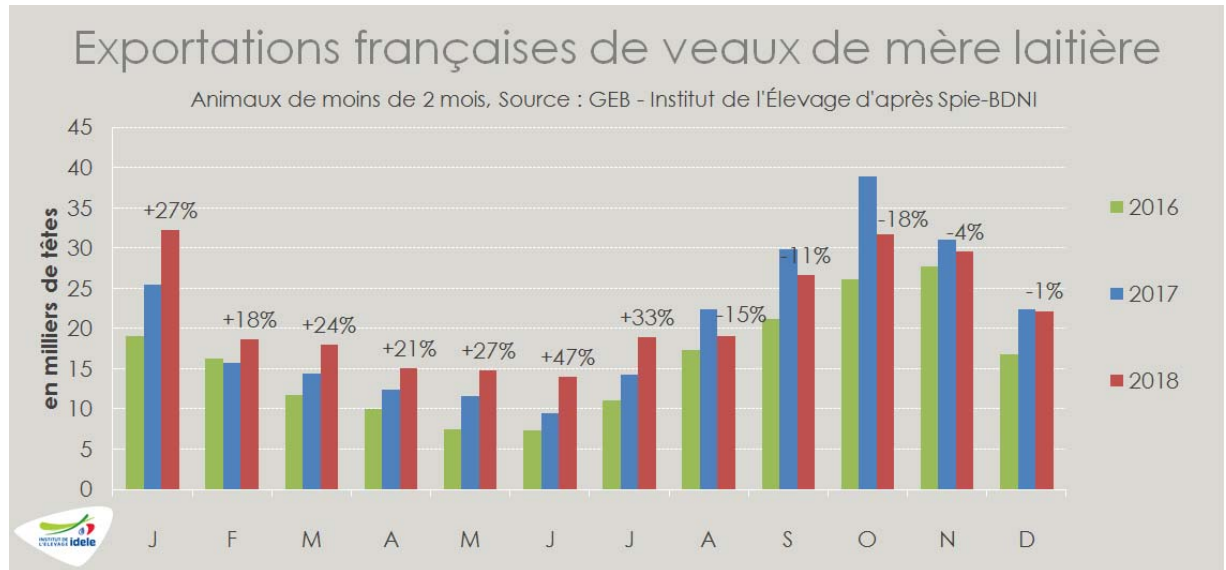
La cotation des veaux nourrissons, au plancher début d'année à 74 €/tête, devrait remonter dans les prochaines semaines avec le ralentissement saisonnier des vêlages. L'ampleur de la hausse des cotations pourrait toutefois être décevante. D'une part la lourdeur du marché du veau de boucherie incitera les intégrateurs à limiter les mises en place. D'autre part le recul de la cotation du JB en Espagne pourrait limiter la demande à l'export (Voir article JB en Europe).



Des exportations record en 2018

A 261 000 têtes en 2018, les exportations de veaux de mère laitière ont battu tous les records en 2018. Les envois ont progressé de +5% /2017 et +36% /2016. Les exportations de veaux nourrissons dépendent totalement

du marché espagnol qui achète près de 95% des veaux français exportés. Cette dépendance est illustrée par les chiffres d'exports de veaux : en nette progression sur janvier-juillet 2018, les exportations ont reculé à partir d'août par rapport à leur très haut niveau de 2017. Ce ralentissement des exportations est concomitant à la crise monétaire en Turquie qui a fortement pénalisé les exportations espagnoles de JB vivants.



A l'image de l'évolution des naissances, le type racial des veaux exportés évolue vers plus de veaux croisés L-V. En 2018 la France a exporté 89 000 veaux croisés L-V (+8% /2017, +71% /2016) soit 34% du total des veaux de mères laitières exportés. En 2014 avec 34 000 têtes les veaux L-V représentaient seulement 21,5% des exportations françaises.

Lait de vache

Collecte ralentie et marchés haussiers

En plein cœur de l'hiver, La collecte laitière demeure ralentie dans la plupart des pays membres de l'Union européenne. Combinée à une production peu dynamique dans la plupart des autres grands bassins exportateurs, elle contribue au redressement des cours des produits laitiers.

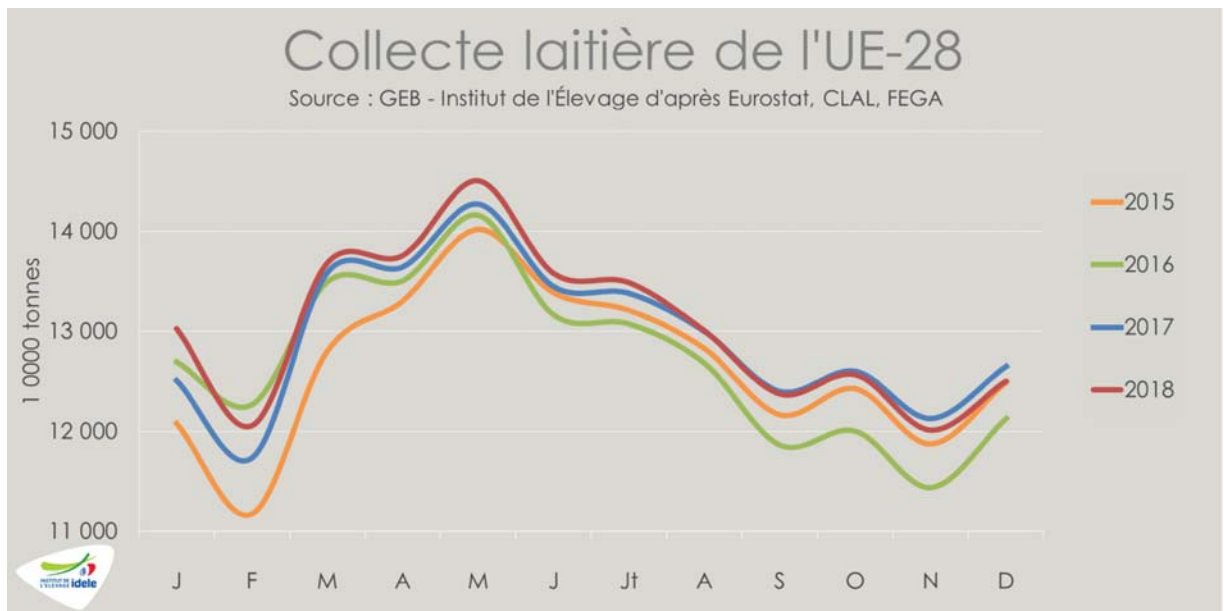
De plus les stocks d'intervention européens de poudre maigre ne pèsent plus sur le marché. Un bel anticyclone s'installe donc sur l'économie européenne. Mais il risque malheureusement d'être de courte durée si l'hypothèse, de plus en plus probable, d'un Brexit sans accord se confirme dans les prochaines semaines.

Lait de vache » Collecte laitière » ralentie dans la plupart des pays de l'UE-28

La collecte européenne est toujours ralentie en ce début d'année, en recul de près de 1% /2018 en janvier d'après nos estimations, dans le sillage de la tendance amorcée au 4ème trimestre 2018 (-0,8% /2017). Elle pourrait se rétablir progressivement dès mars si la pousse de l'herbe était précoce.

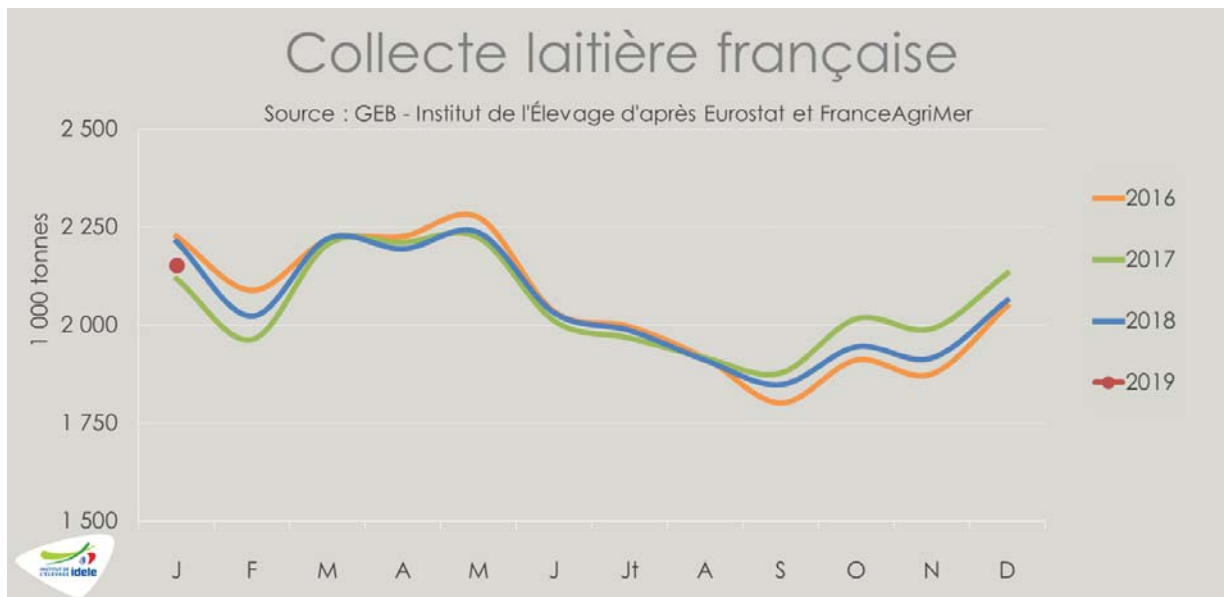
Plus de la moitié des pays membres connaissent un ralentissement de production, mais trois pays en sont les principaux responsables : la France (-200 000 t), les Pays-Bas (-220 000 t) et l'Allemagne (-120 000 t) au 4ème trimestre 2018. A l'inverse la production laitière est toujours dynamique en Irlande et en Pologne, tandis qu'elle se rétablit au Royaume-Uni.

Malgré le fléchissement au 4ème trimestre 2018, la collecte annuelle a sensiblement progressé en 2018 dans l'UE-28, à 156,2 millions de tonnes (+1,2 million de tonnes soit +0,9% /2017).



Décrochage prolongé de la collecte française

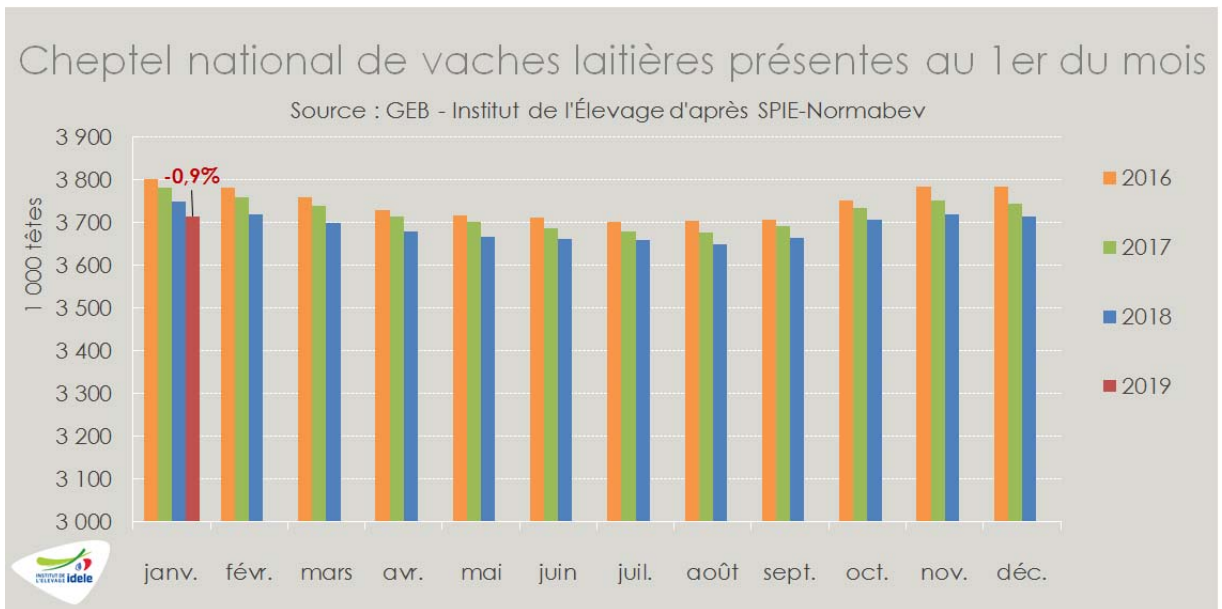
En **France**, la production laitière est déprimée, malgré un prix du lait à la production plutôt bien orienté. La collecte nationale enregistre en janvier son 6ème mois consécutif de baisse d'une année sur l'autre, estimée à -2,7% d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer, dans la tendance à l'œuvre depuis septembre 2018. Ainsi la chute de la collecte automnale (-3,5 % /2017) a gommé la faible hausse des 9 mois précédents, ce qui a ramené la production annuelle française (24,6 millions de tonnes) au niveau de 2016 et 0,2% sous celui de 2017. Soit loin des hauts niveaux atteints en 2014 et 2015, à la veille et au lendemain de la fin des quotas laitiers.



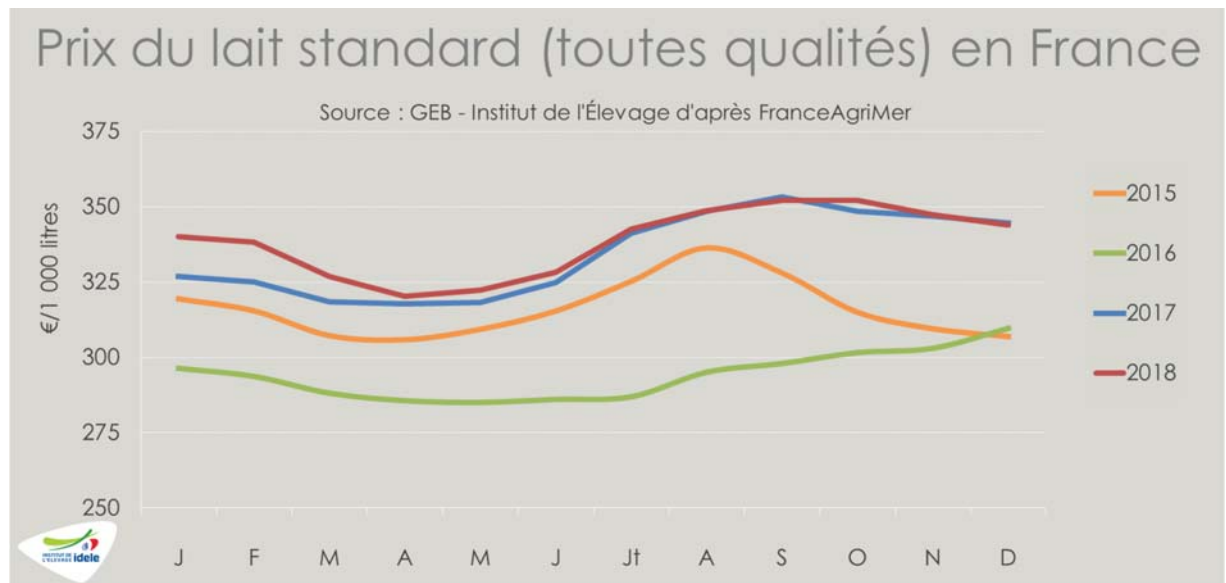
Au 4ème trimestre, seuls les Hauts de France et la Normandie sont épargnés où la sécheresse estivale a été moins sévère et peu pénalisante. Le décrochage est modéré dans le Grand Ouest et dans le Centre Val de Loire. Il est très prononcé dans le Grand-Est, en Bourgogne-Franche-Comté, où les conséquences de la sécheresse ont fortement affecté la quantité et la qualité des fourrages, mais également en Auvergne-Rhône Alpes. Elle est également très forte dans le Sud de la France où les difficultés climatiques ont accentué le fort mouvement de déprise laitière.

La qualité du lait s'est enrichie cet automne avec le ralentissement de la collecte, après avoir été très impactée par les effets de la canicule. Sur l'année, le taux moyen de la matière grasse du lait de la collecte est finalement stable à 41,28 g/l, tandis que celui de la matière protéique recule de 0,25 g à 33,20 g/l.

A 3,714 millions de vaches au 1er janvier, le cheptel laitier est stabilisé depuis novembre, après avoir traversé une période de réformes abondantes de vaches laitières de juillet à octobre qui a limité la hausse saisonnière des effectifs, malgré des entrées abondantes de génisses. Ainsi, le cheptel laitier est toujours 0,9% sous l'effectif enregistré un an auparavant.



Le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a entamé une baisse saisonnière limitée durant l'automne grâce à la remontée des cours des ingrédients laitiers, malgré la baisse des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries. A 344 €/1 000 l en décembre, il est au même niveau qu'en 2017. Le prix réel payé aux éleveurs est toutefois moindre de 2,5 cts à 371 €/1 000 l. En 2018, les prix annuels de base et payés aux livreurs ont progressé de 4 et 3 € à 334 et 356 €/1 000 l. En janvier et février, le prix de base (moyenne nationale) pourrait s'apprécier légèrement aux alentours de 350 €/1 000 l, soit 10 € au-dessus de son niveau de l'hiver 2018, grâce notamment à l'amélioration de la valorisation commerciale du lait transformé en beurre et poudre.

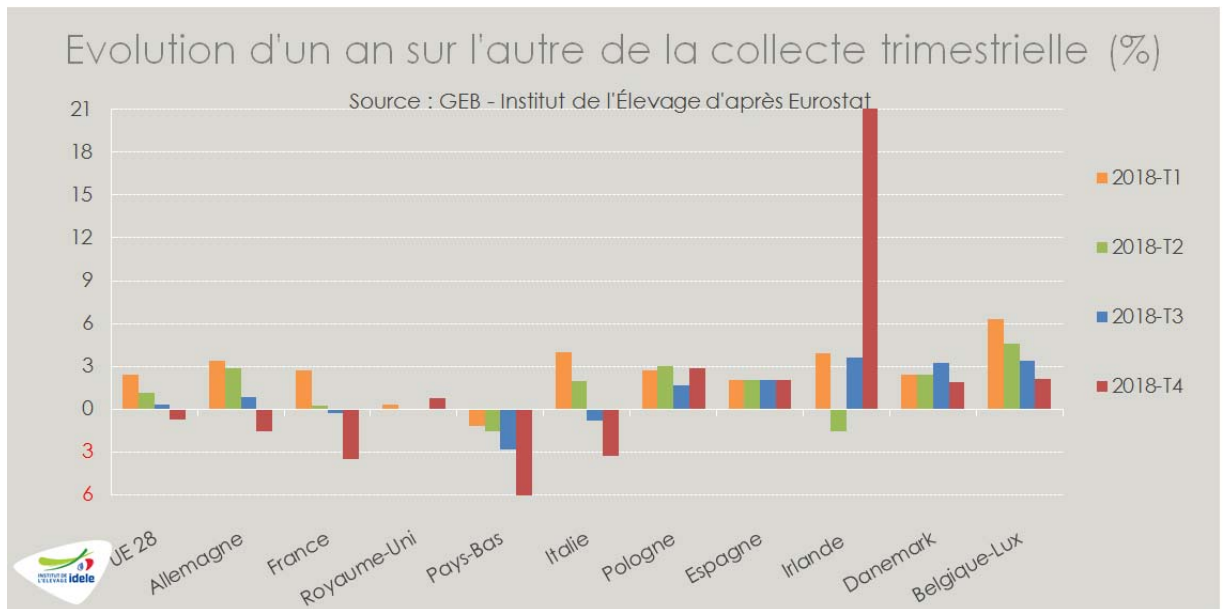


En Allemagne, production moins affectée

En **Allemagne**, la production laitière est aussi entravée à court terme par la baisse des disponibilités fourragères. La collecte a baissé de 2,4% /2018 en janvier après -1,4% /2017 au 4^{ème} trimestre 2018. Ainsi la collecte annuelle a progressé de 1,4% /2017 grâce à la forte hausse au 1^{er} semestre.

Cependant, elle pourrait se redresser lentement au printemps en raison de la forte contraction du cheptel laitier qui a perdu 100 000 vaches (-2%) entre novembre 2017 et novembre 2018, à 4,1 millions de têtes. Cette baisse, la plus forte enregistrée au cours de ces dix dernières années, concerne tous les Länder sans exception. Elle ne provient pas d'une accélération des cessations laitières, mais d'un ajustement de la taille des troupeaux aux moindres stocks fourragers diminués par la vague de chaleur estivale.

Aux **Pays-Bas**, la production a décroché plus fortement (-6% /2017 en décembre et au 4^{ème} trimestre) sous l'effet conjugué de disponibilités fourragères limitées et de la forte contraction du cheptel pour cause de mise aux normes des élevages aux réglementations environnementales. Après avoir chuté de 7% en deux ans (-113 000 têtes), il paraît désormais stabilisé au regard de l'évolution des réformes qui sont retombés à un niveau normal. La production laitière demeurera ralentie au 1^{er} trimestre 2019, d'autant que les éleveurs disposent de stocks fourragers plutôt limités, même si le prix du lait à la production est bien orienté. La coopérative FrieslandCampina a porté le prix garanti de février 2019 à 365 €/t (+2,5 €/janvier 2019 et -10 €/février 2018).



Production rétablie dans les îles britanniques

Au **Royaume-Uni**, la collecte a progressé début 2019 (+2% /2018 en janvier) dans le sillage de la tendance automnale durant laquelle elle a bénéficié d'une météo très océanique et à un prix du lait sensiblement croissant. En 2018, le sursaut de la collecte automnale a gommé le trou d'air estival provoqué par la sécheresse exceptionnelle si bien que la collecte annuelle a progressé marginalement (+0,2% /2017).

En **Irlande**, la collecte a connu une baisse saisonnière très atténuée durant l'automne dernier sous l'effet de conditions climatiques automnale plus favorables à la pousse de l'herbe (croissance double de la normale) et de prix du lait très stimulant bondissant de +21% /2017 au 4ème trimestre 2018. Les collecteurs ont favorisé la production automnale en versant des compléments au prix de base stable (à 330 €/1 000 l), si bien que le prix du lait payé a bondi de 75 € en quatre mois de 327 €/1 000 en juillet à 402 € en novembre (+23% /2017). Les éleveurs ont répondu positivement : ils ont acheté d'importantes quantités de fourrages, augmentant de 75% leurs dépenses alimentaires selon Teagasc, et ont retardé la période de tarissement de leurs vaches. Malgré ce sursaut automnal, la collecte annuelle n'a finalement progressé que de +4,4% /2017, après avoir bondi de 13% en 2017. Soit une croissance de +50% en dix ans.

Enfin, au **Danemark** et en **Pologne**, la production laitière poursuit une croissance ferme et régulière, avec respectivement +1,9% /2017 et +2,9% /2017 au 4ème trimestre, soit une croissance de la collecte annuelle de +2,5% /2017.

Dans les prochains mois, la production européenne pourrait se rétablir, et retrouver dès le printemps son niveau de 2018, notamment si la pousse de l'herbe était précoce. De plus, le prix du lait évolue favorablement, grâce à des marchés des produits laitiers assainis. Le prix du lait conventionnel valorisé en beurre/poudre maigre sur les marchés mondiaux est bien orienté (+12% en un mois à 288 €/1 000 l en janvier) et le prix du lait sur le marché spot se maintient à un très bon niveau aux Pays-Bas. Cependant un Brexit sans accord (scénario de plus en plus probable) pourrait provoquer une onde de choc et stopper le fragile équilibre des marchés.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

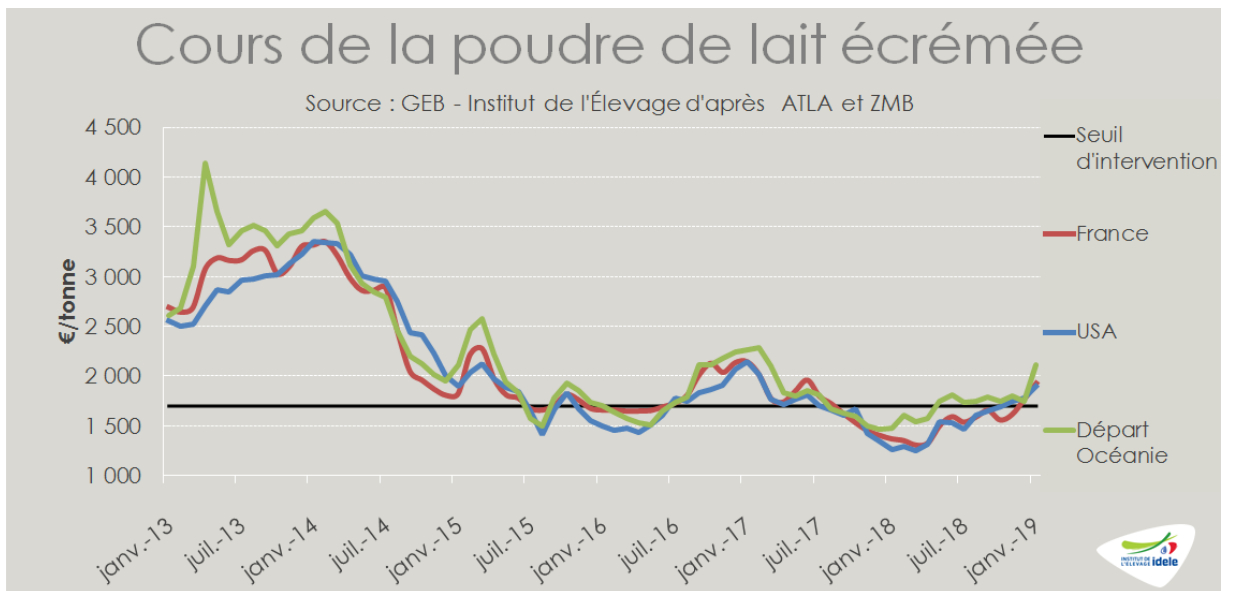
Hausse générale des cours

Les nuages sur les marchés des produits laitiers semblent se dissiper peu à peu. La production laitière des principaux exportateurs n'affiche plus de surplus, les stocks d'intervention européens de poudre maigre ne pèsent plus sur le marché et la demande mondiale reste ferme. Les cours ont donc dans leur ensemble enregistré une hausse en début d'année. Seule grosse ombre au tableau, le risque d'un Brexit dur de plus en plus probable.

Poudre maigre : disparition des stocks d'intervention

En 2018, la Commission européenne avait vendu par adjudication 277 000 t sur les 377 000 t stockées en début d'année. Les ventes se sont accélérées en janvier 2019 avec des volumes cumulés de près de 100 000 t, vidant les stocks et ne laissant que 3 000 t pour la prochaine enchère. Observant la remontée de cours, les acheteurs ont semble-t-il saisi l'occasion de se procurer des volumes à des prix relativement bas, même si le prix minimum a progressé pour atteindre 1 585 €/t.

Car le redressement des cours de la poudre maigre s'est poursuivi en janvier, la cotation ATLA atteignant les 2 000 €/t, avant de refluer légèrement et d'afficher début février à 1 970 €/t (+44% /2018), le plus haut niveau depuis mi-2017. Dans le même temps, le cours moyen européen est repassé au-dessus du prix d'intervention.

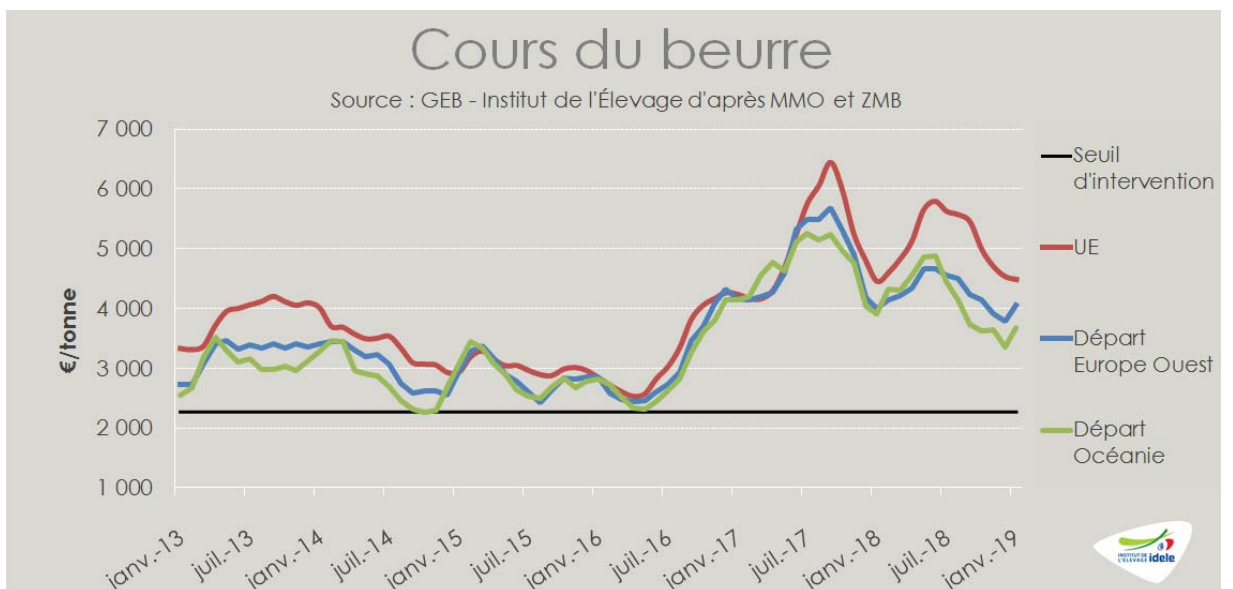


Les échanges internationaux sont toujours dynamiques, les exportations des 10 premiers exportateurs ont progressé de 5 % sur les 11 mois, et tirent les cours de la poudre étatsunienne et néozélandaise à la hausse, respectivement à 1 900 €/t (+50% /2018) et 2 110 €/t (+43% /2018).

Si la production étatsunienne a fortement ralenti depuis le début du 2nd semestre 2018, les stocks nationaux demeurent encore relativement élevés, même si inférieurs au haut niveau de 2017. Mais avec des stocks d'intervention à zéro et des fabrications européennes qui affichent leur 8ème mois consécutif de repli et une baisse de 1,7% /2017 sur les 11 premiers mois de l'année 2018, l'offre du 1er exportateur mondial reste limitée. Le marché international devrait donc rester bien orienté au cours des prochains mois.

Marché du beurre : arrêt de la baisse des cours

La baisse des cours du beurre, entamée au début du 2nd semestre 2018, s'est arrêtée en fin d'année. La cotation ATLA du beurre échangé sur le marché spot a rebondi de 200 €/t en janvier pour approcher les 4 500 €/t (+7% /2018 et +3% /2017). La hausse du prix français s'appuie notamment sur le rebond de la consommation nationale constatée fin 2018 (+6% /2017 en P13), après plusieurs mois de recul, et sur une production en baisse saisonnière. Cette évolution suit également l'appréciation du beurre échangé sur le marché mondial. Le cours du beurre expédié d'Océanie a regagné 300 €/t après les avoir perdu en décembre, revenant près des 3 700 €/t. Les enchères de Fonterra ont connu leur 5ème hausse d'affilée, avec des progressions importantes notamment sur le beurre.



La remontée des cours océaniques permet de resserrer l'écart avec les cours des produits européens destinés à l'exportation et de leur redonner un peu de compétitivité. Les exportations de l'UE-28 ont en effet reculé de 7% /2017 en 2018, conséquence de cours élevés et de disponibilité limitées, alors que les envois des dix premiers exportateurs progressaient de 8% /2017, tirés par la Nouvelle-Zélande.

Des disponibilités en beurre limitées dans les grands bassins laitiers

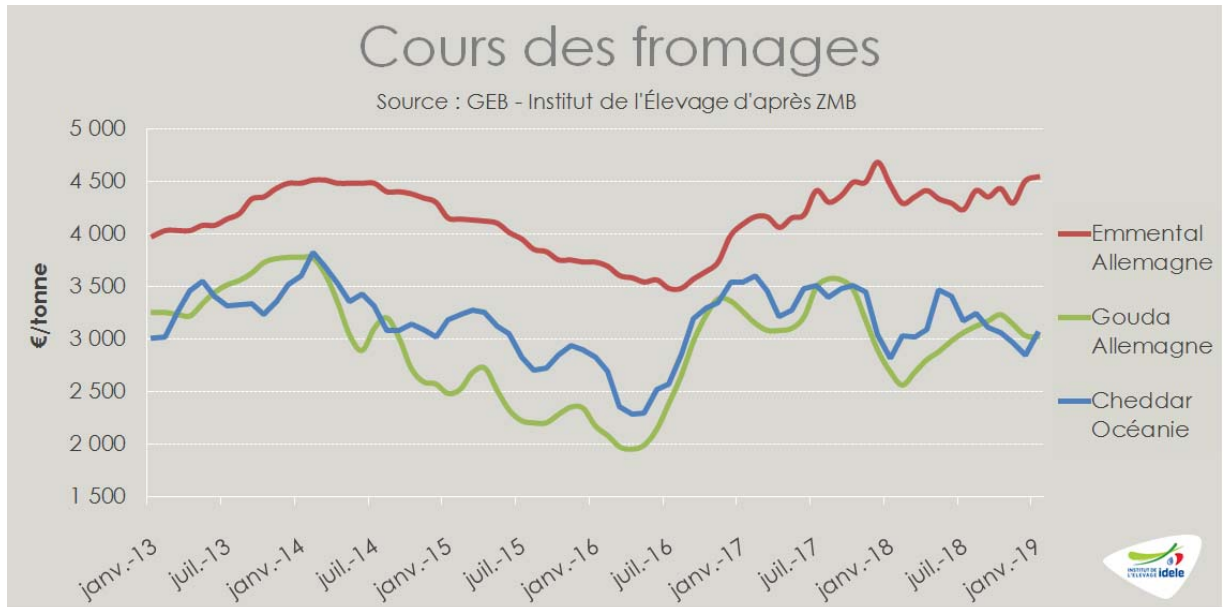
Les fabrications européennes de beurre n'ont progressé que de moins de 1% sur l'année 2018. Fin 2018, les stocks UE de beurre affichaient des niveaux plus élevés qu'en 2017, mais somme toute modérés pour cette

période de l'année. D'une part, la consommation européenne a été affectée par la canicule et par la hausse des prix au détail. De l'autre, les exportations européennes ont été ralenties durant l'été faute de compétitivité face à l'agressivité de nouveaux fournisseurs. Aux États-Unis, les stocks ont fortement reflué, au plus bas depuis 2015, et la production a enregistré en novembre son 2ème mois de repli consécutif par rapport à 2017. Enfin, la production néozélandaise est entrée dans sa période de baisse saisonnière. Compte tenu de cette offre peu abondante, la baisse des cours ne devrait donc pas reprendre dans les prochains mois et le rapport de prix entre protéine et matière grasse devrait revenir à des niveaux moins inhabituels.

Marché des fromages : rebond des cours malgré des stocks importants

En janvier, le cours de l'emmental, spécialité peu échangée hors UE-28, a progressé en Allemagne pour le deuxième mois d'affilée sous l'effet d'un bon ajustement de l'offre à la demande et affiche le cours le plus élevé depuis décembre 2017.

Le cours du gouda (fromage commodité) s'est stabilisé en début d'année après deux mois consécutifs de baisse, à 3 000 €/t (+12% /2018). Sur l'année 2018, le cours du gouda a cependant affiché un niveau moyen inférieur de près de 10% à celui de 2017. Le cours du cheddar océanien, après avoir reculé de 400 €/t sur le 2ème semestre 2018, a rebondi de 200 €/t en janvier pour repasser au-dessus des 3 000 €/t.

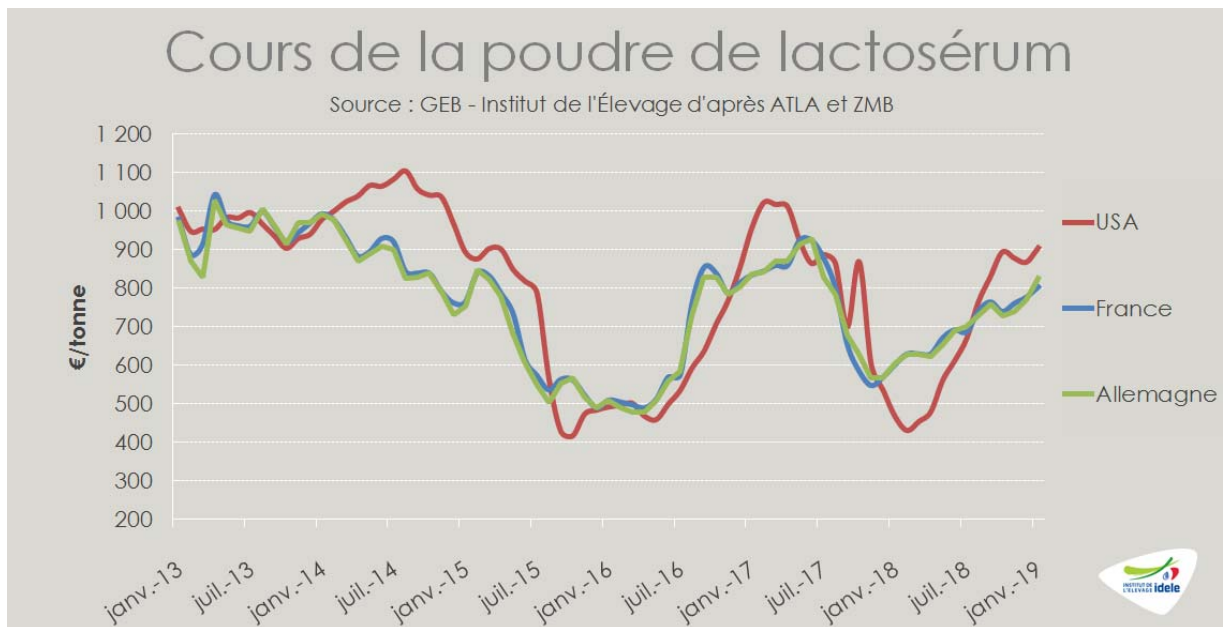


Face à une demande moins dynamique sur le marché domestique comme à l'exportation, la production de fromages a de nouveau reculé dans l'UE-28 en novembre 2018 d'une année sur l'autre, réduisant la progression sur 11 mois à 0,3% /2017. Les exportations européennes et océaniques de fromages ont été stables sur les deux derniers mois de l'année 2018 par rapport à 2017 et ont dû légèrement progresser au départ des États-Unis.

En conséquence, malgré la production atone, les stocks européens de fromages ont atteint fin 2018 des niveaux élevés, proches de ceux de 2017. Aux États-Unis, ils étaient également importants fin 2018, supérieurs à ceux de 2017 et pèsent sur les cours intérieurs.

poudre de lactosérum : hausse des cours

En début d'année 2019, les cours européens du lactosérum ont poursuivi leur hausse entamée mi-2018, pour approcher les 900 €/t début février, un niveau plus atteint depuis la mi-2017. Cette évolution s'explique par une demande mondiale dynamique et une offre limitée. La baisse saisonnière des fabrications fromagères dans l'UE-28 d'un côté et le repli de la production étatsunienne depuis la mi-2018, conjuguée à un retour des stocks à des niveaux moyens historiques après une forte hausse en 2017 de l'autre, limitent l'offre de poudre de lactosérum.



Viande ovine

La cotation française reste sous pression

Le manque de demande, les sorties abondantes d'agneaux engraisés issus du bassin laitier et la diminution des prix à l'import accentuent la baisse saisonnière du cours de l'agneau lourd français, habituelle en cette période de consommation réduite, située entre les fêtes de fin d'année et Pâques.

Viande ovine » France »

Le cours de l'agneau poursuit son repli

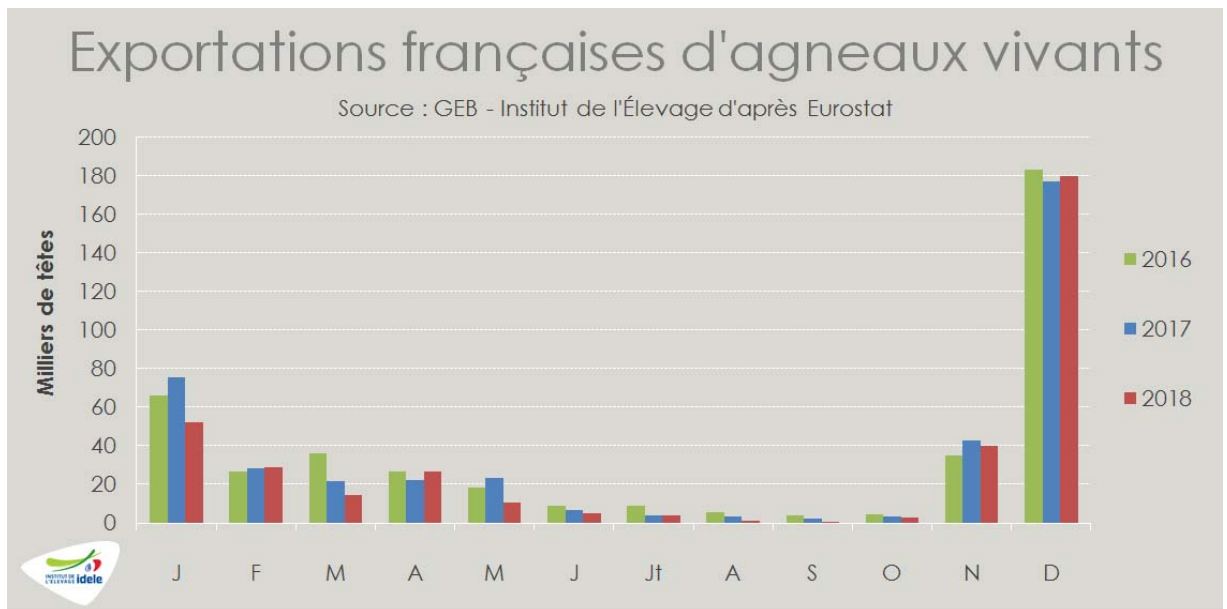
Dans un contexte de faible demande, les disponibilités abondantes en agneaux et les prix bas à l'import pèsent sur la cotation française.

Malgré une légère hausse en décembre, les exportations d'agneaux vivants ont chuté de 11% sur l'ensemble de l'année 2018

Les exportations françaises d'agneaux vivants sont constituées majoritairement d'agneaux de lait issus des bassins laitiers, expédiés vers l'Espagne et l'Italie pour une consommation traditionnelle autour des fêtes de fin d'année (> 40% des envois en décembre). Des exports d'agneaux semi-finis et finis ont également lieu au cours du 1er semestre, principalement vers l'Espagne et l'Italie.

Face à la diminution de la demande dans le Sud de l'Europe, à la concurrence d'autres fournisseurs sur le marché italien (Roumanie notamment) et aux contraintes d'export liées à la fièvre catarrhale ovine, ces exportations suivent une tendance baissière depuis plusieurs années.

Bien qu'elles aient progressé de 1% en décembre 2018 à 179 500 têtes (+1% /2017 vers l'Espagne à 167 400 têtes ; +5% vers l'Italie à 12 100 têtes), les exportations en vif d'agneaux français ont ainsi reculé de 11% sur l'ensemble de 2018 (-10% vers l'Espagne à 327 000 têtes ; -27% vers l'Italie à 31 000 têtes).



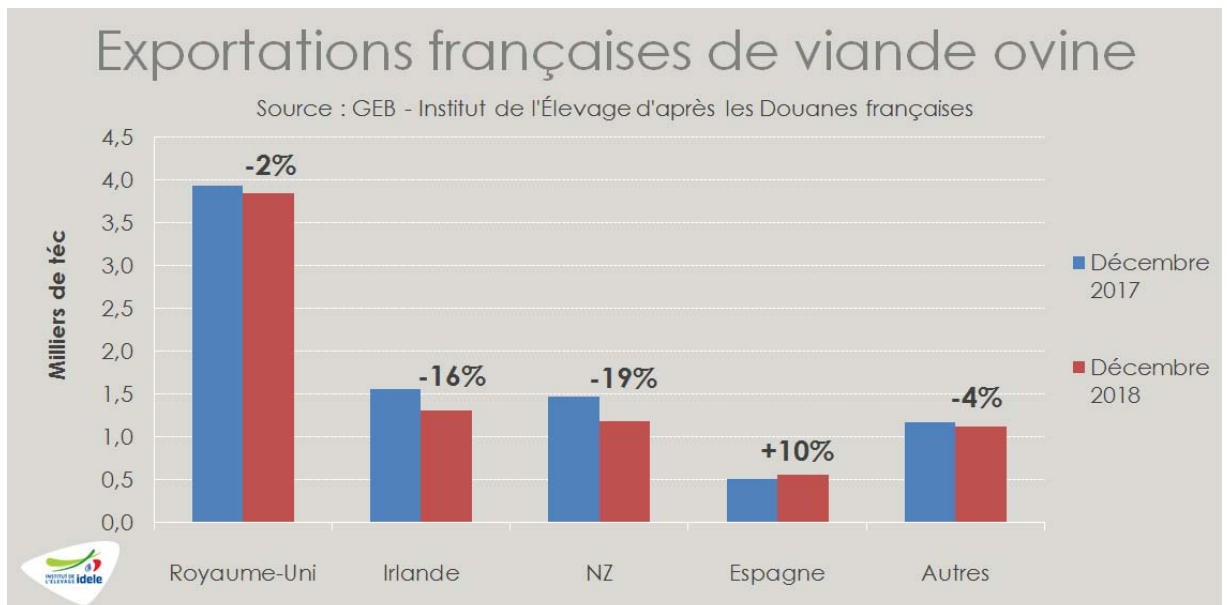
La production française de viande ovine a grimpé de 8% en décembre

À respectivement 276 000 têtes et 41 000 têtes en décembre 2018, les abattages français d'agneaux et d'ovins adultes ont augmenté de 7% et 3% par rapport à l'année précédente. En progression pour les agneaux (+2% /2017 à 17,6 kg), le poids carcasse moyen a en revanche reculé pour les ovins adultes (-2% à 26,3 kg), portant la production française de viande ovine à 5 900 téc en décembre (+8% /2017).

Au total sur 2018, la production française de viande ovine enregistre une hausse de 1% par rapport à 2017.

Les importations de viande ovine chutent depuis les principales provenances, sauf l'Espagne

Pénalisées par le recul de la production dans les principaux pays exportateurs, les importations françaises de viande ovine ont reculé de 7% en décembre, à 8 000 téc. Les achats étaient notamment en baisse depuis le Royaume-Uni (-2% à 3 800 téc), l'Irlande (-16% à 1 300 téc) et la Nouvelle-Zélande (-19% à 1 200 téc), dont les disponibilités apparaissent aujourd'hui limitées. Ils étaient en revanche en hausse depuis l'Espagne (+10% à 600 téc), qui a compensé la chute de ses exportations d'ovins vivants vers le pourtour méditerranéen en 2018, par davantage d'envois de viande ovine vers l'Union européenne, et notamment vers la France.



L'évolution des envois est similaire sur l'ensemble de l'année 2018 : en repli de 1% /2017 au global (à 91 000 téc), les importations françaises ont chuté de 10% depuis le Royaume-Uni (à 37 000 téc), de 9% depuis l'Irlande (à 18 000 téc) et de 3% depuis la Nouvelle-Zélande (à 15 000 téc), mais ont grimpé de 54% en provenance d'Espagne (à 14 000 téc).

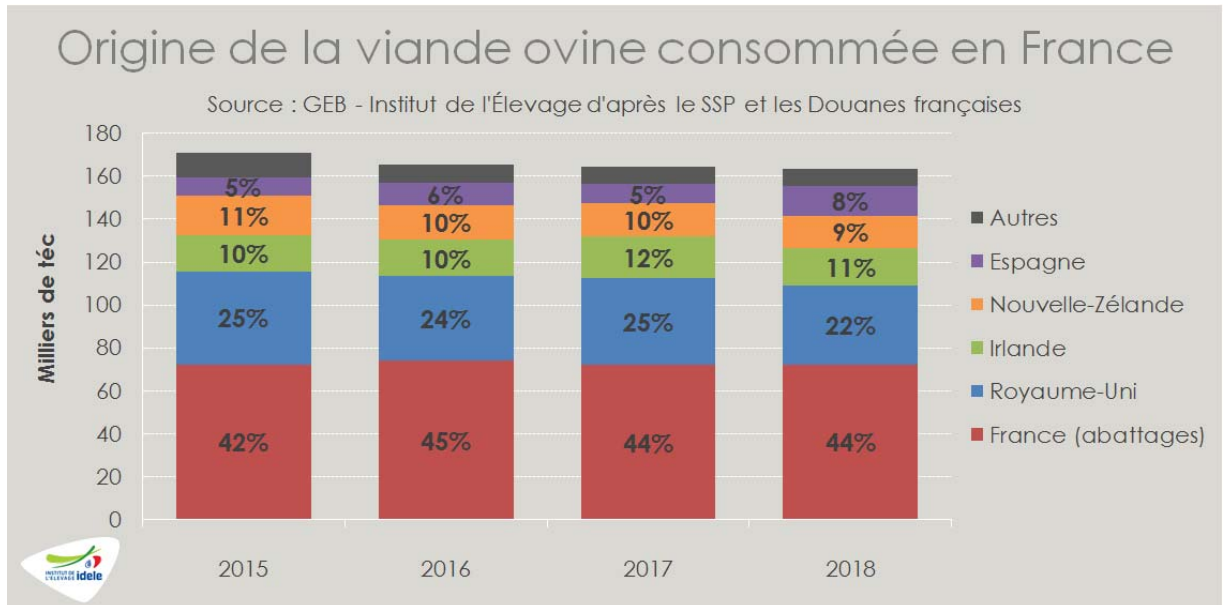
Les prix à l'import sont globalement en recul

En décembre, le prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni et d'Espagne étaient en baisse de respectivement 8% et 9% par rapport à l'année précédente (à 4,5 €/kg équivalent carcasse et 5,5 €/kg

éc). Le prix des carcasses d'agneaux réfrigérées irlandaises étaient à l'inverse en légère hausse (+1% à 5,3 €/kg éc).

44% de la viande ovine consommée en France en 2018 était issue des abattages français

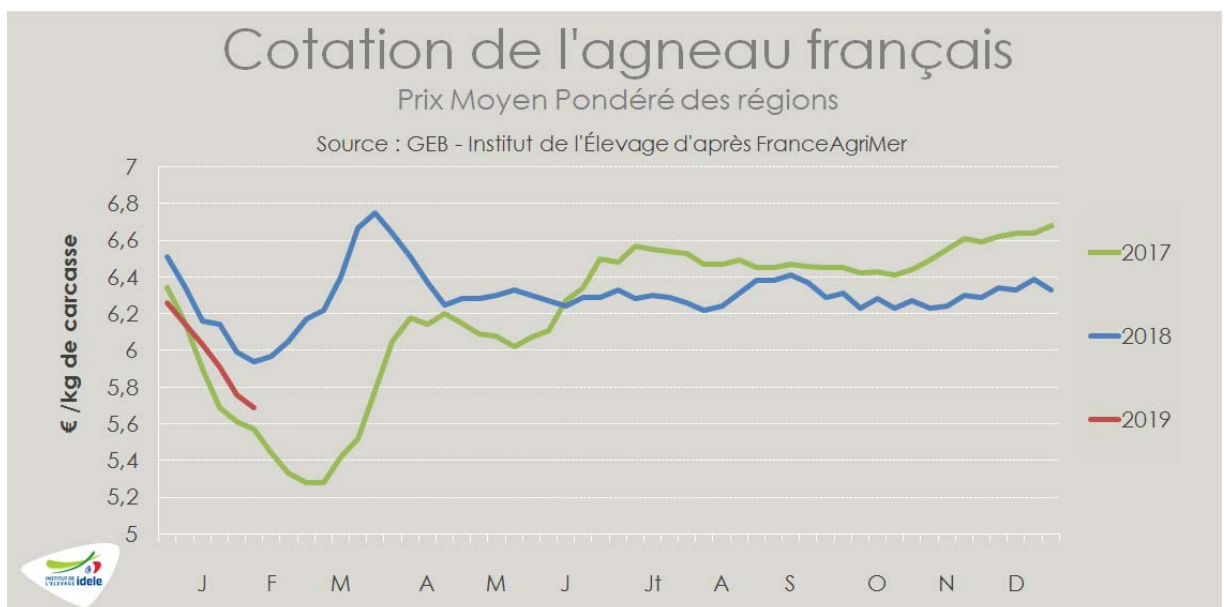
La consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages + importations de viande ovine – exportations de viande ovine) a de nouveau reculé en 2018, de 1% par rapport à l'année précédente. Comme en 2017, 44% des volumes consommés étaient issus d'ovins abattus en France. Suivant l'évolution des importations, les parts des viandes britannique, irlandaise et néozélandaise dans la consommation française se sont en revanche repliées, au profit de la part de la viande espagnole.



Le cours de l'agneau lourd enregistre un recul marqué début 2019

Comme chaque année, le cours de l'agneau lourd français a entamé sa baisse saisonnière, habituelle entre les fêtes de fin d'année et Pâques (période de consommation réduite). Face à une demande atone, à des sorties abondantes d'agneaux engraisés issus du cheptel laitier et à la pression des prix à l'import, le repli est pour l'instant plus marqué qu'en 2018. D'autant que contrairement à l'année dernière, les disponibilités en agneaux issus du cheptel allaitant ne semblent pas limitantes.

À 5,69 €/kg de carcasse début février, le Prix Moyen Pondéré des régions, calculé par FranceAgriMer, était ainsi 25 centimes sous sa valeur de 2018 (-4%), mais demeurait 12 centimes au-dessus de celle de 2017 (+2%).



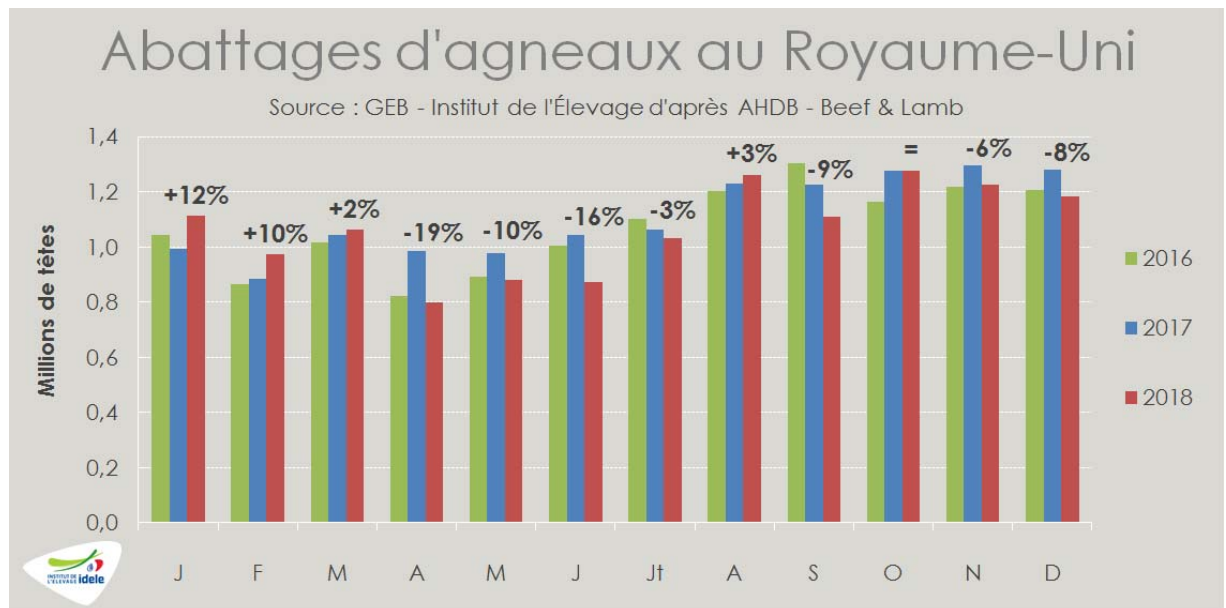
Viande ovine » UE et monde »

Recul des disponibilités dans les principaux pays exportateurs

Les abattages se contractent au Royaume-Uni, en Irlande et en Nouvelle-Zélande, limitant les volumes de viande ovine disponibles pour l'export.

ROYAUME-UNI : Le mauvais démarrage de la saison 2018 continue de peser sur la production

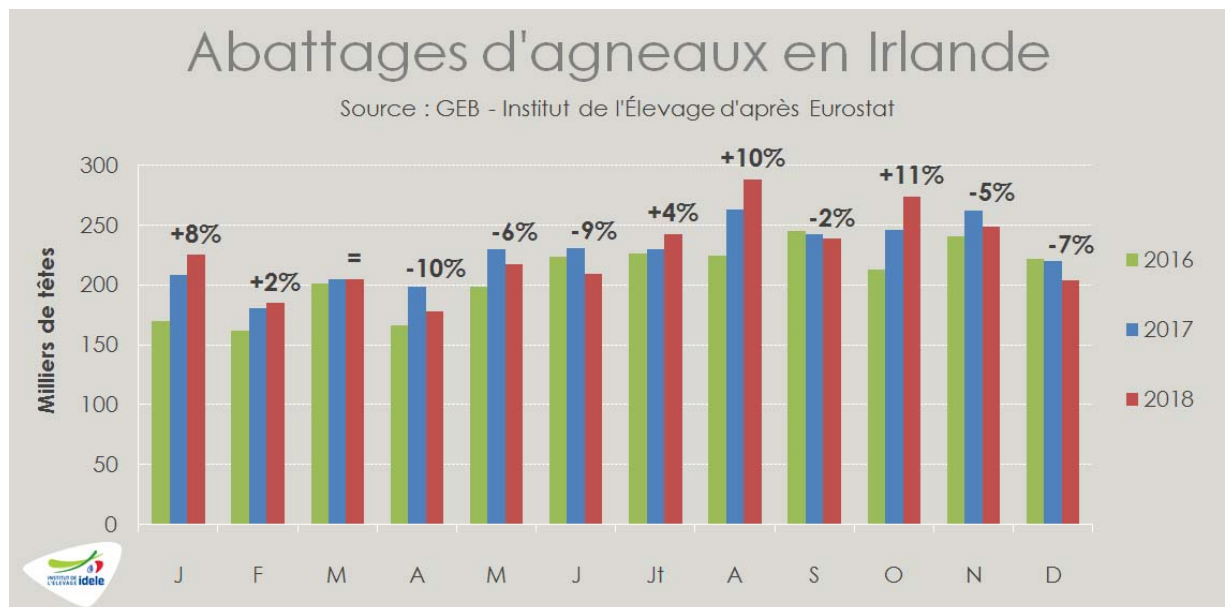
Conséquence de la mortalité élevée au moment des agnelages début 2018, due aux conditions très froides et humides, les disponibilités en agneaux dans les exploitations britanniques ont nettement diminué par rapport à la campagne précédente, limitant les sorties depuis le mois d'avril. À 1,2 million de têtes en décembre, les abattages d'agneaux étaient ainsi à nouveau en recul de 8% par rapport à 2017.



Sur l'ensemble de 2018, les abattages d'agneaux britanniques enregistrent ainsi un recul de 4% par rapport à 2017. D'après les 1ères estimations d'AHDB – Beef & Lamb, ils auraient à nouveau baissé en janvier 2019.

IRLANDE : Des sorties d'agneaux ralenties fin 2018

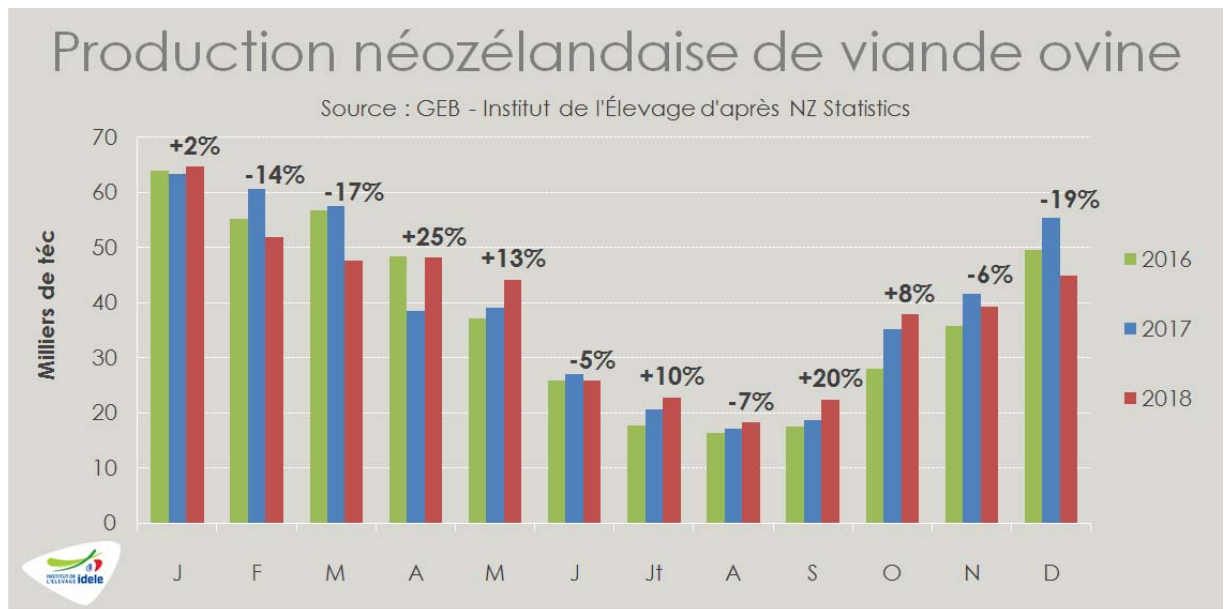
Les mauvaises conditions climatiques (neige et froid en début d'année puis sécheresse estivale) ont également pesé sur la production irlandaise en 2018. Après une baisse de 5% en novembre, les abattages d'agneaux irlandais ont ainsi chuté de 7% en décembre, à 204 000 têtes.



D'après les 1ères estimations de *Bordbia*, les abattages auraient poursuivi leur repli début 2019.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Effondrement de la production en décembre

À 1,6 million de têtes en décembre, les abattages néozélandais d'agneaux ont chuté de 20% par rapport à 2017, tandis que ceux d'ovins adultes diminuaient de 26% (à 577 000 têtes). Malgré la progression des poids moyens de carcasse (+3% pour les agneaux à 17,6 kg ; +5% pour les ovins adultes, à 27,8 kg), la production néozélandaise de viande ovine s'est contractée de 19% en décembre, à 45 000 têtes.



Pour rappel, la production et les exportations néozélandaises de viande ovine sont attendues en baisse sur la campagne 2018-2019 (oct.18-sept.19) par *Beef + Lamb NZ*.

Lait de chèvre et viande

Des disponibilités tendues en fin d'année

Le ralentissement de la collecte de lait de chèvre en fin d'année, conjugué à la baisse drastique des importations, a poussé les transformateurs à mobiliser fortement les stocks de produits de report caprins. Ces derniers se retrouvent ainsi à un très bas niveau en fin d'année, qui pourrait annoncer des tensions pour fournir le marché début 2019.

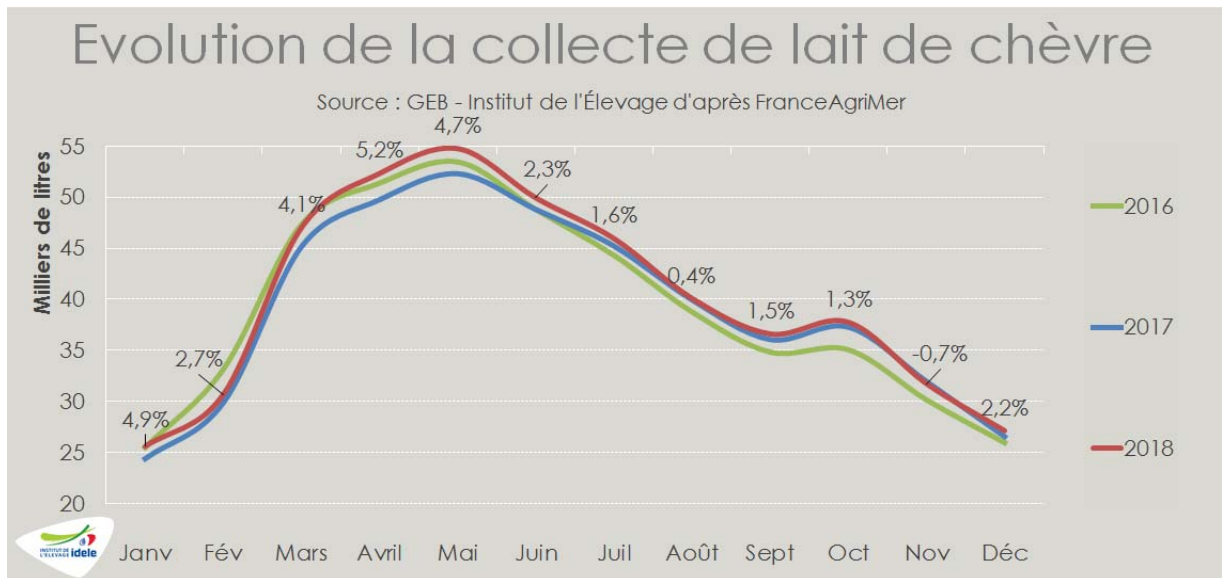
Le prix du lait s'est bien maintenu toute l'année en France, à un niveau relativement élevé. Il n'a globalement varié qu'en fonction de l'évolution de la composition, en progression globale bien qu'impactée par les événements climatiques estivaux. Néanmoins, la hausse des charges en élevage a très certainement rogné la marge des éleveurs français. En Espagne et aux Pays-Bas, le prix du lait a été beaucoup plus volatil, entre une tendance plutôt tendue au 1er semestre, qui s'est brutalement retournée après l'été.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre - France » Une fin d'année peu dynamique

Le ralentissement de la collecte de lait de chèvre s'est accentué en fin d'année, sans pour autant effacer intégralement la croissance accumulée en début d'année. Simultanément, les importations se sont effondrées, en lien avec la baisse des disponibilités espagnoles. Les transformateurs ont ainsi dû fortement mobiliser les stocks de produits de reports pour maintenir des fabrications de fromages pourtant peu dynamiques.

Fin d'année 2018 en dents-de-scie

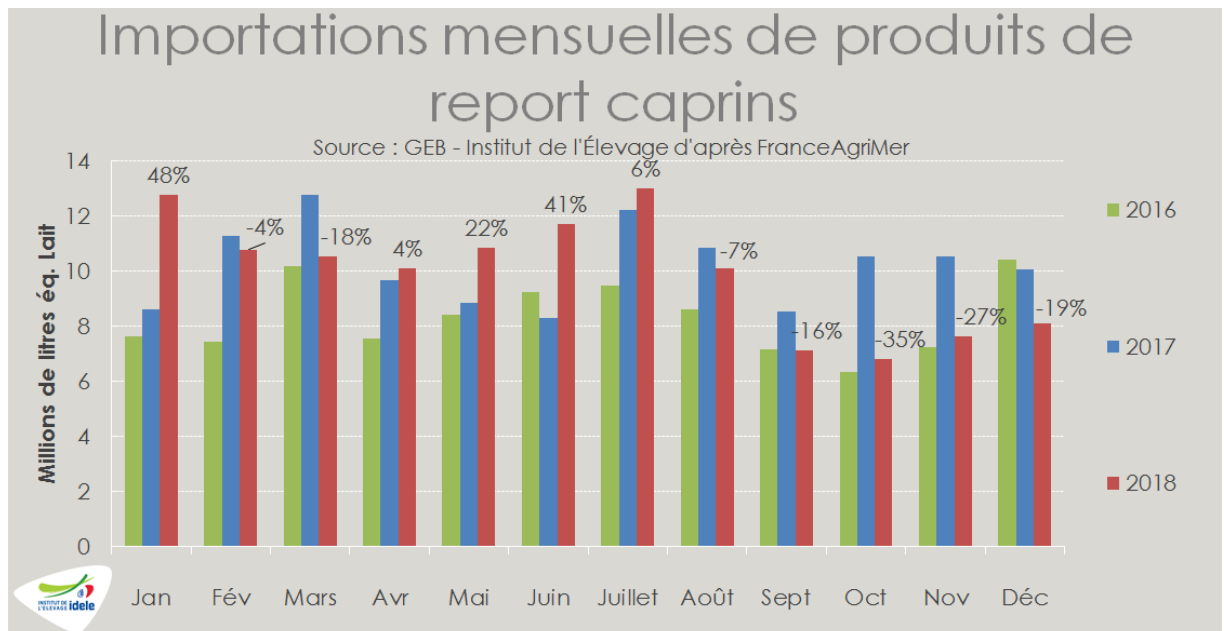
La collecte de lait de chèvre a connu une fin d'année mouvementée dans l'Hexagone. Alors qu'elle progressait de 2 à 5% sur le 1er semestre 2018, sa croissance a été freinée par la sécheresse et les températures estivales. Ce ralentissement s'est accentué durant l'automne, d'autant que les fourrages récoltés au printemps sont peu abondants et de mauvaise qualité, aboutissant même en novembre au premier repli enregistré depuis juin 2017 (-0,7% /2017). La collecte s'est cependant redressée en décembre (+2% /2017), tendance qui, si elle se confirme, pourrait annoncer une évolution positive du cheptel caprin.



Le ralentissement de la collecte de lait de chèvre en fin d'année, période de « creux », n'a gommé que très partiellement la bonne dynamique connue en début d'année. En effet, à près de 480 millions de litres, elle a progressé de 2,6% par rapport à 2017, soit un peu plus de 12 millions de litres supplémentaires. L'année 2019 pourrait démarrer plus laborieusement en raison de la baisse attendue des rendements, en lien avec la médiocre qualité des fourrages de 2018, mais son évolution dépendra de la dynamique du cheptel.

Le repli des importations se poursuit

Simultanément, le repli des importations s'est poursuivi. Alors qu'elles avaient explosé au 1er semestre avec une progression de près de 12% par rapport au déjà très élevé niveau de 2017, elles ont chuté en cours d'été. Les flux ont baissé de 7% en août, de 16% en septembre et se sont finalement effondrés de près de 27% au dernier trimestre. Il faut dire que la collecte du principal fournisseur, l'Espagne, s'est très nettement orientée à la baisse après l'été. Elle a baissé de 1 à 2% depuis juillet et a même chuté de près de 7% en novembre. L'activation d'un plan de lutte contre la tuberculose en Andalousie a boosté les réformes, dans un contexte de prix du lait bas et de hausse du prix de l'alimentation, principal poste de dépense des élevages espagnols. Néanmoins, le rebond du prix du lait pourrait relancer la production espagnole en 2019. Malgré cette baisse de fin d'année, près de 120 millions de litres de lait de chèvre ont été importés en 2018, soit un repli de 2,6 millions de litres (-2% /2017) par rapport au record de 2017, toujours près de 14% au-dessus du précédent pic de 2008.

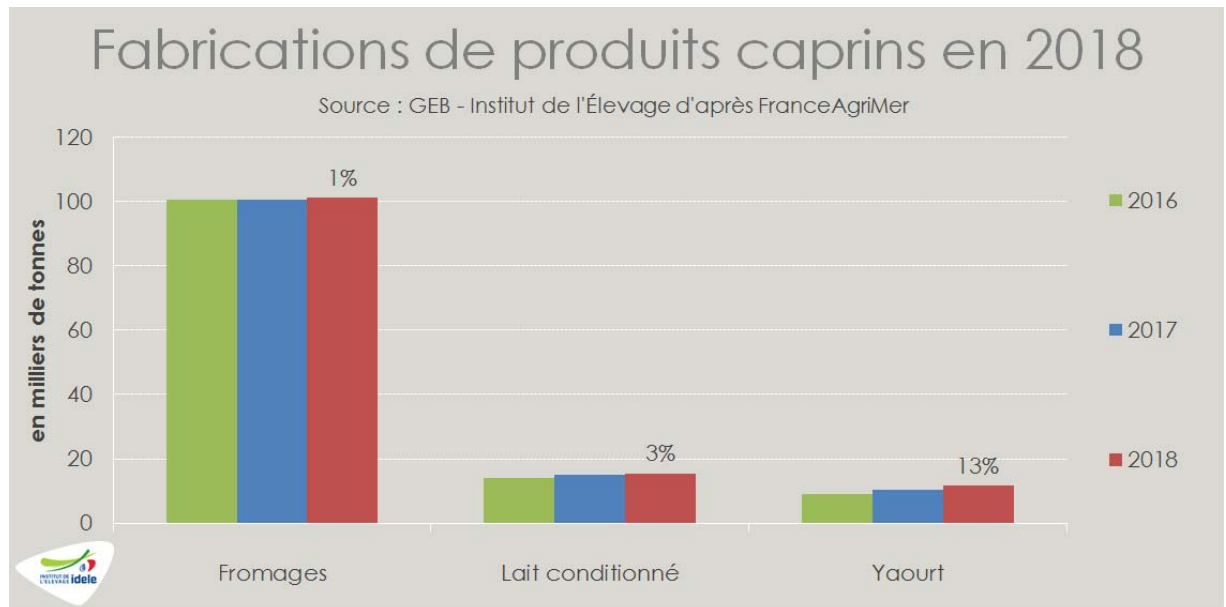


L'approvisionnement total des industriels reste haussier

Malgré le ralentissement de la collecte et la baisse des importations, l'approvisionnement des industriels est resté haussier sur l'année. A quasiment 600 millions de litres en 2018, il a progressé de près de 10 millions de litres (+2% /2017). La collecte nationale a pesé pour 80% de l'approvisionnement total, contre 20% pour les importations de produits de report.

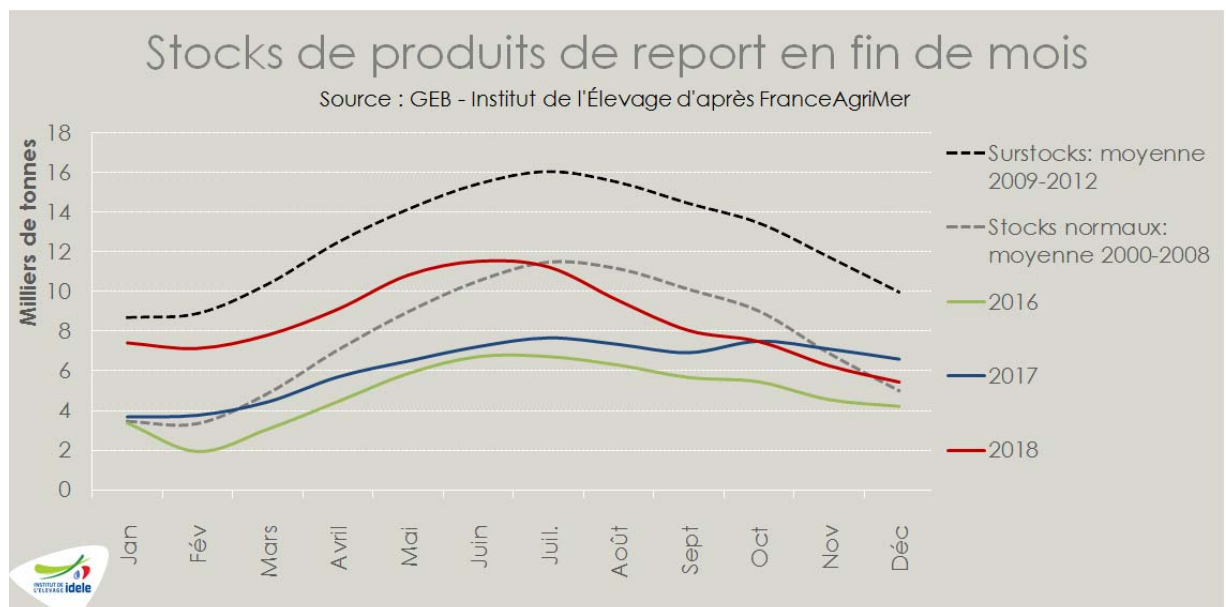
Des fabrications de fromages plutôt molles, d'ultra-frais plus dynamiques

Les fabrications de fromages de chèvre ont été plutôt molles en 2018, avec une évolution en « dents-de-scie » tout au long de l'année. Au bilan, à 101 000 tonnes, elles ont progressé de moins de 700 tonnes d'une année sur l'autre (+0,7% /2017). Il faut dire que le marché français est resté atone : les achats des ménages en libre-service des GMS sont restés globalement stables (+0,2% /2017), dans un contexte de prix légèrement haussier (+1% /2017). Mais, alors que la demande à l'export soit en mesure de tirer le marché selon certains transformateurs, les fabrications ont souffert de la baisse des disponibilités en fin d'année. En revanche, les fabrications de produits ultra-frais ont poursuivi leur forte croissance, avec près de 15,5 millions de litres embouteillés (+3% /2017) et près de 11 700 tonnes de yaourts (+13% /2017). Elles ont absorbé 4,5% du lait transformé en France.



Des stocks de produits de report très sollicités

Dans ce contexte de baisse saisonnière de la collecte et de disponibilités limitantes chez nos voisins européens, les transformateurs ont dû fortement mobiliser les stocks de produits de report pour maintenir des fabrications certes peu dynamiques, mais toujours croissantes. Alors qu'ils avaient atteint un niveau élevé au 1er semestre (en hausse de près de 60% par rapport à 2017 en juin), les stocks de produits de report ont chuté au 2nd semestre : à 5 400 tonnes fin décembre, ils se situaient près de 18% sous le très bas niveau de 2017. Cette situation, conjuguée à une probable baisse de collecte française en début d'année et des disponibilités limitées chez nos voisins européens, laisse présager des tensions pour la fourniture du marché début d'année 2019.

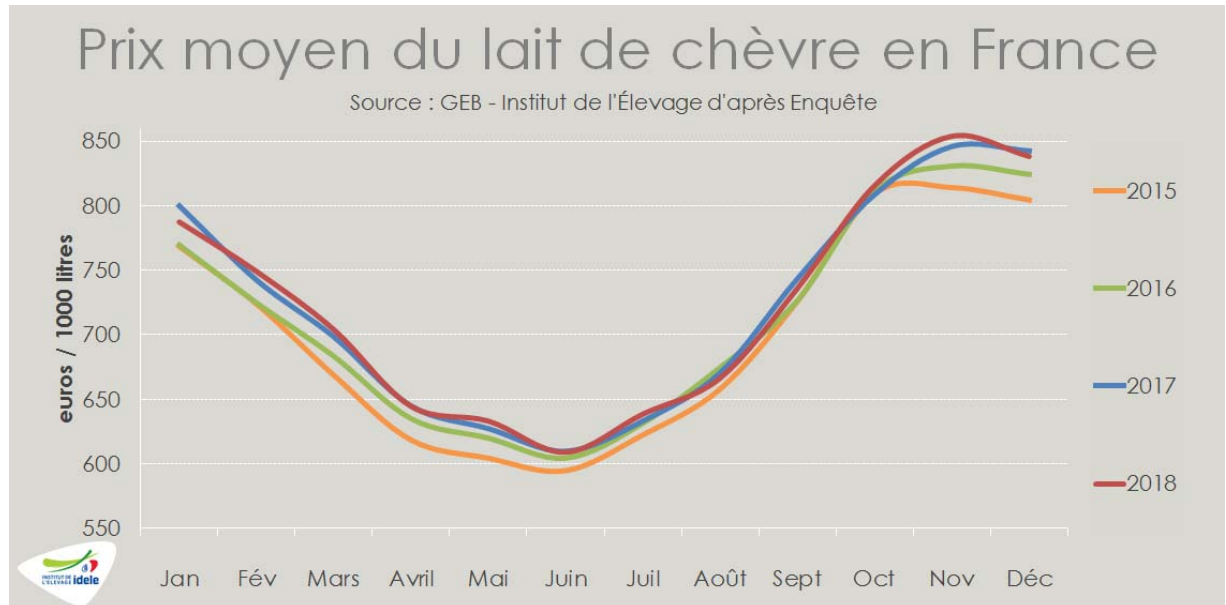


Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre » Evolution marginale en France

En 2018, le prix du lait de chèvre a plafonné en France, évoluant marginalement au gré des variations de la composition. Il est resté élevé au regard des prix pratiqués aux Pays-Bas et en Espagne, malgré une réduction de l'écart en fin d'année. Cependant la hausse des charges en élevage a probablement rogné la marge des éleveurs caprins.

Un prix de base remarquablement stable

Le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1er janvier 2015) a plafonné en 2018, à 653 €/1 000 litres, au même niveau qu'en 2017. Il a connu des évolutions marginales sur l'année : un repli de 2 euros au 1er trimestre, compensé par une hausse de 1 à 2 euros sur le reste de l'année, en lien avec l'ajustement ou l'adaptation de grilles spécifiques à certaines entreprises, notamment dans le Sud-Est.



Évolution hétérogène de la composition du lait

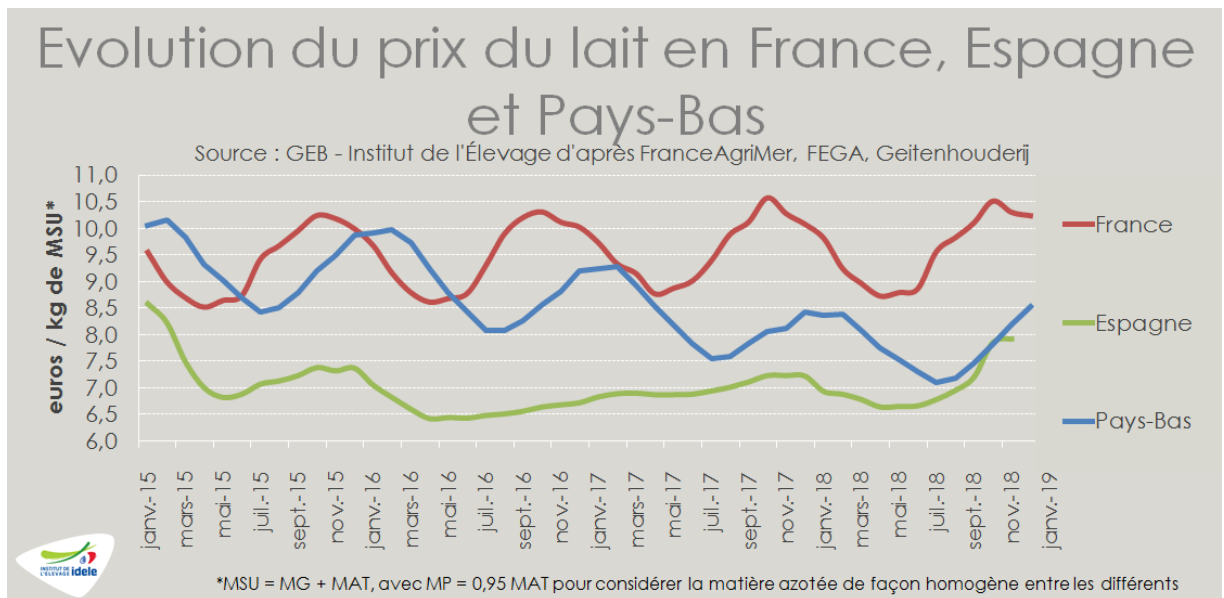
Après avoir subi une forte dégradation au 3ème trimestre, suites aux événements climatiques estivaux, la composition du lait de chèvre a mieux évolué en fin d'année. Après avoir perdu 0,5 g/l au 3ème trimestre, le taux protéique a retrouvé son niveau de 2017 au 4ème trimestre, à 36,7 g/l. Le taux butyreux a pour sa part progressé de 0,2 g, à 41,9 g/l au dernier trimestre, gommant totalement les effets de la dégradation estivale. Cette évolution a cependant été très hétérogène avec une nette progression dans le Centre-Ouest (+0,5 g/l), compensée partiellement par une forte dégradation dans le Sud-Ouest (-0,7 g/l). Au final sur l'année 2018, le taux butyreux s'est établi à 38,7 g/l, en progression de 0,3 g/l. Le taux protéique s'est en revanche légèrement dégradé dans toutes les régions, de 0,1 g/l, à 34 g/l (moyenne nationale).

Une progression marginale du prix payé

Au 4ème trimestre, le prix du lait de chèvre payé aux producteurs a progressé de près 5 euros par rapport à 2017, à 835 €/1 000 litres (+0,6% /2017). Cette évolution est cohérente avec la tendance affichée depuis le début de l'année : alors que le prix de base semble avoir atteint un plafond, le prix payé aux producteurs a été directement impacté par l'évolution de la composition du lait. Sur l'année 2018, il n'a progressé que de 3 €, à 706 €/1 000 litres (+0,4% /2017). Le lait de chèvre a été mieux payé dans la région Centre où la part de lait AOP est la plus élevée, à 744 €/1 000 litres, contre 696 € pour le Centre-Ouest.

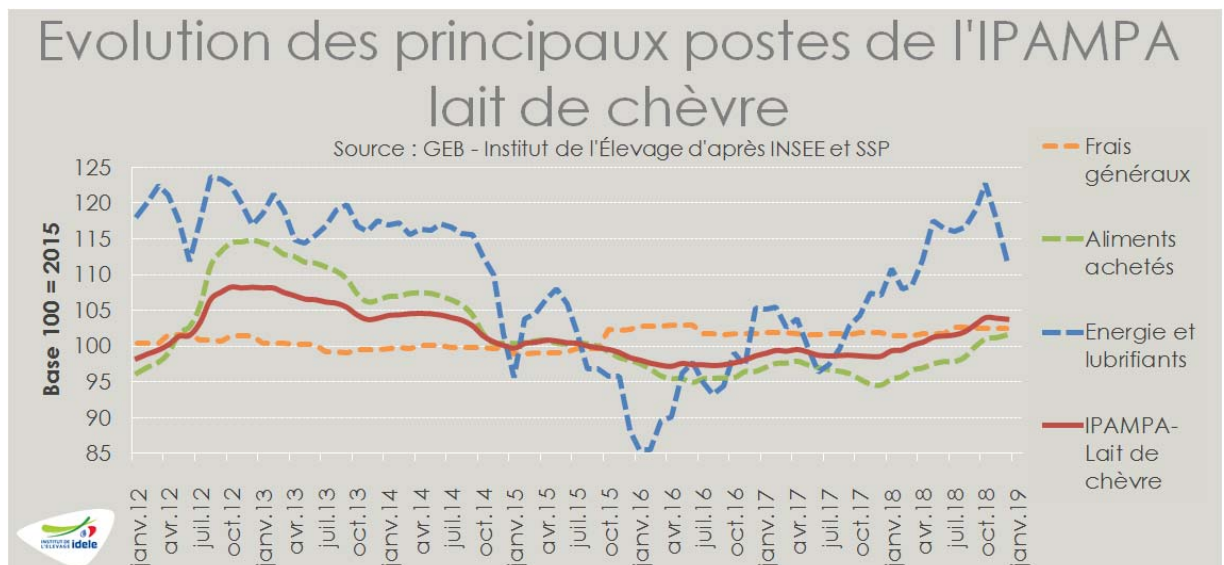
Les prix en Espagne et aux Pays-Bas à la hausse

Si le prix du lait de chèvre est resté relativement stable en France, les éleveurs espagnols et néerlandais ont subi davantage de volatilité. Au 1er semestre, alors que les disponibilités étaient abondantes, les prix n'ont cessé de baisser, avec une convergence entre le prix payé en Espagne à 6,7 €/kg de MSU (-3% /2017) et aux Pays-Bas, à 7,3 €/kg de MSU (-7% /2017). L'écart entre le prix espagnol et le prix néerlandais est ainsi passé de plus de 20% en janvier 2018, à moins de 10% en juin. Le ralentissement de la collecte espagnole au cours de l'été a incité les collecteurs espagnols à réviser rapidement le prix d'achat du lait de chèvre qui a bondi à partir de septembre, pour se positionner 10% au-dessus du niveau de 2017 en novembre, soit au même niveau que le prix néerlandais.



Une hausse des charges qui pénalise les résultats des éleveurs

L'année 2018 a été marquée par la hausse des charges en élevage. A l'indice 101,7 en moyenne sur l'année (base 100 = 2015), l'IPAMPA a bondi de près de 3% d'une année sur l'autre. L'alimentation achetée, principal poste de charge en élevage caprin (50% des charges indicées), a augmenté de 2,6% d'une année sur l'autre, mais c'est surtout le prix de l'énergie (6% des charges indicées), le plus volatil, qui a bondi de près de 12% d'une année sur l'autre, dans le sillage du cours du pétrole. Cette hausse des charges, dans un contexte de stabilité du prix du lait, a pénalisé les résultats des éleveurs caprins... d'autant que, face aux événements climatiques, certains éleveurs ont dû acheter davantage de fourrages.



Prévisions bovines 2019 : tassement de la production française

Après une année 2018 marquée par la sécheresse et un marché particulièrement encombré, nous prévoyons un recul significatif de la production française de viande bovine en 2019 (-3% /2017).

Baisse des volumes produits et consommés

La production de bovins finis reculerait significativement (-3% /2018). Les tonnages de femelles perdraient 30 000 téc, ceux de mâles non castrés 13 000 téc, ceux de bœufs 3 000 téc et ceux de veaux de boucherie 2 000 téc.

Les importations de viande bovine, reparties à la hausse en 2018 après quatre années de recul, confirmeraient leur reprise (+3%), venant compenser partiellement le recul de la production de femelles.

Les exportations de viande devraient se replier, faute d'offre en France et malgré un marché européen du jeune bovin moins encombré qu'en 2018.

Après un rebond de près de 2% en 2018, **la consommation** calculée par bilan devrait se réajuster à la baisse en 2019 (-1,7%). L'évolution des modes de consommation ainsi que les messages négatifs à l'encontre de l'élevage

conduisent à une réduction des fréquences de consommation et des volumes consommés. La consommation hors domicile, avec notamment le fameux burger, semble être le seul segment de marché véritablement dynamique.

Bilan d'approvisionnement du marché français en viande bovine					
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après SSP, BDNI, Normabev, Douanes et prévisions propres					
1 000 téc	2017	2018 e	2019 p	2018e/17	2019p/18e
Abattages	1447	1466	1421	+1%	-3%
Dont : Femelles	809	833	803	+3%	-4%
Taurillons et Taureaux	388	391	378	+1%	-3%
Bœufs	68	62	59	-9%	-4%
Veaux de boucherie	181	183	181	+1%	-1%
Imports viande	324	334	344	+3%	+3%
Exports viande	238	242	233	+2%	-4%
Consommation	1533	1558	1532	+2%	-2%
Export brouards (1 000 têt)	1096	1053	1085	-4%	+3%

e : estimations, p : prévisions

Beaucoup moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de 4% /2018.

Les **réformes allaitantes** seront ralenties (-3,5%) en raison du recul des effectifs de génisses de renouvellement prêtes à entrer en production. Pour autant, le cheptel poursuivrait sa baisse au même rythme qu'en 2018.

Les abattages de **génisses de boucherie** pourraient se réduire également (-1%) après le pic enregistré en 2018.

Les **réformes laitières** devraient reculer très significativement (-6% /2018) en prenant l'hypothèse d'une érosion de cheptel sur l'année 2019 similaire à celle de 2018. Comme dans le cheptel allaitant, les génisses de renouvellement sont très peu nombreuses. Les éleveurs devront donc garder leurs vaches pour produire, la conjoncture laitière s'annonçant plutôt meilleure qu'en 2018.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de **taurillons** devrait baisser d'environ 3%. La production de JB laitiers poursuivra son déclin. Les JB viande seront également moins nombreux. Les poids de carcasse devraient se replier après un second semestre 2018 marqué par l'engorgement du marché ayant provoqué des retards de sorties et un alourdissement des animaux.

Les exportations de JB vivants continueront leur baisse structurelle liée à la modernisation des circuits commerciaux en Italie du Sud et à la concurrence des bovins espagnols sur les marchés tiers.

Après une chute de 9% en 2018, la production de **bœufs** se réduira à nouveau en 2019 (-4%), poursuivant le déclin observé depuis de très nombreuses années.

Rebond des exports de brouards

Le retour de l'offre permettra aux **exportations de brouards** de rebondir après la chute de 2018.

La chute des naissances allaitantes à partir de juin 2017 avait conduit à un net recul de l'offre de brouards en 2018 et à une forte baisse des flux à l'export (-4%). Le retour des naissances en 2018, notamment au second semestre (malgré l'érosion continue du cheptel de mères), permet de prévoir une hausse de l'offre de bovins maigres à exporter.

La demande export devrait rester dynamique, en particulier vers les ateliers d'engraissement espagnols, mais aussi vers l'Italie, où la consommation redémarre. La réduction des disponibilités en veaux partout en Europe rendra les bovins maigres français incontournables.

Moins de veaux de boucherie

Les abattages de **veaux de boucherie** reprendront leur baisse après le léger rebond de 2018. Le recul des effectifs (prévu à -1,2% /2018) sera partiellement compensé par une hausse des poids de carcasse (+0,5%), renouant avec la tendance observée sur le long terme.

Le rebond des abattages en 2018 était dû à la reprise par un groupe belge d'un abattoir du Nord-Est de la France et au démarrage d'un flux de veaux finis en provenance de Belgique. Ce, alors que la production de veaux engraisés en France était en baisse de 2%. En 2019, les flux de veaux étrangers devraient rester stables alors que les effectifs engraisés en France poursuivront leur érosion.

UE-28 : La Commission européenne prévoit une stabilité de la production et de la consommation

D'après les prévisions de la Commission européenne, la **production de l'UE-28** égalerait en 2019 son niveau de 2018. Les **importations** de viande bovine progresseraient légèrement par rapport à une année 2018 où les contingents n'ont pas été remplis. Les **exportations** se réduiraient légèrement. La **consommation** serait relativement stable.

Ces prévisions nous semblent relativement optimistes tant sur la production que sur la consommation, plusieurs grands États membres producteurs ayant annoncé des baisses de production significatives pour 2019 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Irlande), d'autres une stabilité (Italie, Espagne). Selon les sources, la production polonaise pourrait quant à elle soit plafonner, soit augmenter encore très légèrement.

Bilan d'approvisionnement de l'UE-28 en viande bovine

Source : Commission européenne - Short-term outlook for EU agricultural markets

	2017	2018 e	2019 p	2018/2017	2019/2018
Abattages	7869	7994	7987	+2%	=
Imports viande	285	302	309	+6%	+2%
Export viande	271	250	245	-8%	-2%
Consommation	7883	8047	8051	+2%	=
nb habitants (M°)	512	513	514		
Conso/hab. (kgéc)	15	16	16	+2%	=